2,70 € *Première édition.* № 13413

MARDI 20 AOÛT 2024

www.liberation.fr

Libération

ÉTÉ

Virginie Efira et Justine Triet, le tournage qui a changé leur image

CAHIER CENTRAL

CYRIL ZANNETTACCI. VU

THE PSYCHOTIC MONKS
«On veut sortir du fantasme sexe, drogue et rock'n'roll»

PAGES 20-21



GALLO IMAGES. GETTY IMAGES

SAHARA-OCCIDENTAL
Revirement gagnant pour les entreprises françaises ?

PAGES 6-7



GUANTÁNAMO
DANS LA PRISON OUBLIÉE

Reportage exclusif «Libé» a passé une semaine dans la baie cubaine abritant la prison américaine créée après le 11 Septembre. 30 détenus y restent incarcérés dans l'indifférence et sans procès. PAGES 2-4



M 00135 - 820 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Lunaire

Ce reportage sur Guantánamo est à la fois exceptionnel et lunaire. Exceptionnel car il n'est pas facile d'approcher cette base américaine, sans doute la plus protégée au monde, qui abrite la prison de haute sécurité où végètent encore trente militants ou terroristes islamistes, dont certains accusés d'avoir participé aux attentats du 11 Septembre. Notre envoyée spéciale a dû attendre plusieurs mois avant d'être autorisée à s'y rendre. Elle a dû se plier à des formalités administratives en pagaille et jusqu'à des entretiens en visioconférence afin que les Américains s'assurent que son dessein était bien journalistique. Et, une fois, sur place, la moindre de ses images, le moindre de ses faits et gestes ont été scrutés à la loupe par les militaires. Lunaire, le mot est encore faible, nous ne sommes pas loin de *la Colonie pénitentiaire* publiée en 1919 par Franz Kafka. La prison de Guantánamo, on a fini par l'oublier, se situe dans un endroit de rêve, la plus belle baie de Cuba, le choc des deux univers est d'autant plus rude, un lieu loué par l'administration américaine depuis 1903 pour 4085 dollars (3816 euros) par an, cherchez l'erreur. La cour martiale est en préfabriqué car censée être provisoire depuis… vingt-deux ans et, de fait, tout le monde a oublié que croupissaient là des hommes éloignés à dessein d'un système de justice américain qui ne les jugera sans doute jamais, la plupart des preuves ayant été obtenues sous la torture. Pour l'ex-président américain George W. Bush, aux affaires lors des attentats du 11 Septembre, les hommes envoyés à Guantánamo ne valaient pas mieux que des animaux et ne méritaient pas de passer devant la justice des hommes. Barack Obama puis Joe Biden s'étaient bien engagés à fermer Guantánamo mais, entre l'hyper-bureaucratie, les risques présentés par les transferts et donc les enjeux politiques inhérents, ils y ont renoncé. Et ce n'est certainement pas l'approche des élections qui va relancer l'affaire. Il faut souhaiter que, si les démocrates devaient l'emporter, cette promesse soit au sommet de leur agenda et les détenus transférés, libérés ou jugés proprement. Au moins par respect pour les familles des victimes du 11 Septembre qui n'en peuvent plus d'attendre que justice soit rendue. ◄►



La baie de Guantánamo, 5000 habitants, est louée par les Etats-Unis depuis 1903. PHOTOS LAURENCE CUVILLIER ET MATTHIEU COMIN. CHEVAL FOUGUEUX

GUANTÁNAMO

Sept jours dans les oubliettes de la «guerre contre la terreur»

REPORTAGE

«Libération» a pu se rendre dans la baie cubaine qui abrite la prison la plus énigmatique des Etats-Unis, créée au lendemain des attentats du 11 Septembre. Entre surveillance des journalistes, magasin de souvenirs et audiences préliminaires, récit d'une semaine hors du temps.

Par
LAURENCE CUVILLIER
Envoyée spéciale dans la baie de Guantánamo

C'est un confetti capitaliste en territoire communiste. Une base militaire américaine installée dans la plus belle baie de Cuba, où chaque matin résonne l'hymne des Etats-Unis. Guantánamo est restée le symbole de la *«guerre contre la terreur»* lancée par l'ex-président George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Des 780 détenus qui sont passés par sa prison inaugurée en janvier 2002, il en reste 30, dont le «cerveau» des attentats du 11 Septembre, le Pakistanais Khalid Cheikh Mohammed, détenu depuis dix-huit ans sur la base. Celui-ci a accepté un accord de peine négocié, annoncé par le Pentagone le 31 juillet, pour éviter un procès où il encourrait la peine de mort, comme deux autres coaccusés, le Yéménite Walid bin Attash et le Saoudien Mustafa al-Hawsawi. Accord révoqué trois jours plus tard après des protestations de familles de victimes et de responsables politiques républicains. *Libération*, qui a passé sept jours sur place au printemps, raconte cette base hors du temps et du monde.

Jour 1
Une location à 4085 dollars par an

«Ladies and Gentlemen, soyez les bienvenus à Guantánamo…» La voix de l'hôtesse résonne à l'atterrissage du seul vol charter, hebdomadaire, qui connecte le monde à la base américaine. Dans l'avion, quelques militaires et leur famille, des membres d'ONG, des familles de victimes des attentats du 11 Sep-



PROD



James Connell, avocat de l'un des accusés du 11 Septembre, aux abords de la cour martiale construite en préfabriqué sur un ancien tarmac.

tembre. Elles viennent assister à l'étrange spectacle d'un cas historique: dans deux jours aura lieu une énième semaine d'audiences préliminaires des quatre personnes accusées d'avoir orchestré les attentats – les trois accusés dont l'accord de peine négocié a été annulé et le Pakistanais Ammar al-Baluchi.

A la sortie du petit aérodrome, un bus nous emmène devant le ferry sur lequel nous traversons la baie. Des mangroves, des criques sauvages, des petits bateaux de plaisance sous un soleil écrasant: pas un endroit où l'on penserait à répéter des manœuvres militaires, encore moins à fonder une prison pour y envoyer les *«pires des pires»*, comme George W. Bush les appelait. Guantánamo est la perle de Cuba, au dire des Cubains eux-mêmes, amers de la voir squattée depuis 1903 par l'armée américaine pour la somme ridicule de 4 085 dollars (3 816 euros) par an. Un loyer payé chaque année au moyen d'un chèque envoyé par l'administration américaine au gouvernement cubain. Des chèques qui s'accumulent dans un tiroir du ministère des Affaires étrangères sans être encaissés depuis 1960, année suivant l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir…

Débarqués sur la rive orientale de la baie, Adrian (1), le militaire et agent de relations publiques désigné pour nous guider sur la base, déclame une harangue bien rodée: ne rien filmer sans son accord préalable. Ni les installations militaires, ni les gens vivant sur la base, ni les véhicules. N'interviewer personne, sauf, avec leur autorisation express, les avocats des détenus. Nous ne pourrons pas nous approcher du grillage qui, quelque part au loin, sépare la base américaine du Cuba souverain. Tout ce que nous enregistrons devra être visionné et approuvé par le personnel en fin de séjour.

Jour 2
Le seul McDonalds de Cuba

C'est dimanche, les audiences préliminaires ne commenceront que le lendemain. La journée est donc consacrée à «l'exploration». Tout y est large, lisse, moderne. Les 5 000 habitants de la base aiment aller prendre leur brunch au restaurant Bayview. Les moins gourmets pourront passer par le McDonalds, le seul de Cuba.

Près du port de plaisance, George (1), le chauffeur du ferry, prend le soleil. *«Je vis ici depuis quinze ans. Je ne vais qu'une fois par an sur le continent.»* Sa vie semble tranquille: pêche, snorkeling, farniente et quelques trajets en ferry par semaine. *«Ma sœur est venue me rendre visite. Elle avait visité les îles grecques l'année d'avant. Eh bien, elle m'a assuré qu'elle avait préféré Guantánamo!»* A côté de l'unique supermarché, se trouve le magasin de souvenirs – à vendre notamment, un tee-shirt où l'on lit *«Le paradis commence ici. Guantánamo: la vie à la plage!»* Ou encore le mug *«Les femmes au foyer parfaites de la baie de Guantánamo»*.

Jour 3
Les échos de la torture

Il est 9 heures du matin. Nous nous rendons à la cour martiale pour le début des audiences. Construite en préfabriqué sur un ancien tarmac, elle est entourée de bungalows et de tentes militaires où est logée une partie des résidents non permanents. *«C'est extrêmement difficile de travailler ici,* raconte James Connell, avocat de l'un des accusés. *On n'a pas de vrais bureaux, ni de vrais logements… Tout cela était censé être provisoire.»* James Connell multiplie les allers-retours sur la base depuis 2011.

Les familles de victimes du 11 Septembre, une poignée d'étudiants en droit, des membres d'ONG et trois journalistes entrent dans «l'aquarium», une pièce séparée de la grande salle de la cour par des vitres blindées. Aucun des quatre hommes accusés d'avoir préparé les attentats du 11 Septembre n'est présent, en signe de protestation contre leurs conditions de détention. Plusieurs avocats les représentent.

Un témoin de poids va apparaître par visioconférence: une psychiatre qui a évalué l'état de santé d'une cinquantaine de détenus en 2006 et 2007. Son avis est attendu sur les effets psychologiques du confinement strict et prolongé qu'ont vécu les détenus. On lui demande aussi si ces derniers ont souffert de stress post-traumatique après les longs mois de torture endurée dans les *black sites*, ces lieux de détention secrets de l'armée américaine où les suspects subissaient les *«interrogatoires poussés»* (autorisés à l'aube de la guerre contre la terreur de Bush). Elle avoue qu'il lui était très difficile, vu les circonstances, d'établir un lien thérapeute-patient. Un euphémisme pour dire que les traitements post-traumatiques ont été inexistants.

Et c'est là le nœud du problème: les aveux recueillis par la CIA dans les *black sites* sont d'office écartés du procès, car obtenus sous la torture. Mais après leur arrivée à Guantánamo, de nouveaux interrogatoires ont été organisés, qui se voulaient moins musclés, des *«déclarations propres»*, comme elles furent appelées. Mais les échos de la torture et la peur de la répétition des supplices empêchent – c'est l'argument de la défense – de considérer ces déclarations juridiquement valides.

Jour 4
«Trop tard pour un procès juste»

Deuxième jour d'audience. Quelque chose nous saute aux yeux: pourquoi n'y a-t-il que trois journalistes? Au-delà des difficultés pour obtenir l'autorisation de nous rendre sur la base (trois mois de courriers électroniques, formulaires, entretiens en visioconférences pour montrer patte blanche au département de la Défense), il y a une vérité plus crue: l'opinion publique ne s'intéresse plus à ce qu'il se passe sur cette base éloignée de tout. *«Les commissions militaires ont été organisées ici pour éloigner ces hommes du système de justice américain. Et que les lois américaines ne s'appliquent pas dans leur cas, qu'ils n'aient pas droit à un procès en bonne et due forme»*, décrypte Alka Pradhan, avocate d'Ammar al-Baluchi, accusé d'avoir opéré des transferts d'argent pour financer la préparation des attentats.

Effectivement, nous sommes ici officiellement à Cuba, et les lois américaines ne s'appliquent pas… Du moins, pas avec la même rigueur. *«Je pense qu'il est trop tard pour avoir un procès juste sur les attentats,* poursuit l'avocate. *Beaucoup de preuves ont été détruites… Les accusés sont dans un mauvais état de santé… Les informations ont été obtenues sous la torture… C'est juste impossible.»* Mais comment le gouvernement américain pourra-t-il expliquer l'absence de justice pour les attentats du 11 Septembre? *«Je pense que la meilleure sortie serait de résoudre le cas par une négociation de peine,* conclut-elle, ce que le Pentagone a voulu entreprendre, avant de revenir en arrière. *Et faire en sorte que ces hommes puissent avoir accès à des soins médicaux. Quoiqu'on pense de ce qu'ils ont fait ou non, ils ont droit à un traitement pour soigner les conséquences de la torture qu'ils ont subie.»*

Jour 5
Trois sentences pour 780 détenus

A la sortie de l'audience, nous demandons à Adrian s'il peut nous emmener au «Camp X-Ray», le premier module de la prison où les détenus avaient été transférés, dans des uniformes orange. Les images avaient, à l'époque, fait le tour du monde. Il s'agit de cellules en bois et en grillage, aujourd'hui envahies par les herbes folles, à 5 kilomètres du centre de la base. Le militaire accepte, mais nous le sentons nerveux. Alors que nous commençons à filmer le camp, que l'on distingue à peine au loin à travers les taillis, Adrian s'agite et jette des regards inquiets. Un véhicule passe, et il s'emporte: nous devons partir. Le chauffeur du véhicule va sans doute nous dénoncer. Et lui risque, dit-il, de prendre un blâme. Les quelques images prises seront effacées quelques jours plus tard lors du passage en revue de notre travail. Tout est fait pour maintenir ce qu'il s'y passe loin du collimateur **Suite page 4**

Suite de la page 3 médiatique. Pourtant, Guantánamo fut longtemps haut placée dans la liste des priorités des présidents. George W. Bush en avait fait le donjon de sa guerre contre la terreur; Barack Obama voulait la fermer –l'absence de majorité démocrate au Congrès l'en avait empêché. Trump avait promis de remplir de nouveau la prison avec des *«very bad guys»*. Biden… n'en a à peu près jamais parlé. Des 780 détenus, 750 ont été libérés, discrètement, au compte-gouttes –la majeure partie avant même que George W. Bush ne quitte la Maison Blanche. Des trente qu'il reste aujourd'hui, seize sont *«autorisés pour transfert»*, c'est-à-dire qu'aucun élément tangible n'a jamais été trouvé contre eux, et qu'ils sont en théorie libres de rentrer chez eux. Problème: la majorité sont yéménites, et ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays à cause de l'instabilité politique qui y règne. Et les tractations pour les envoyer dans d'autres pays n'aboutissent pas. Dix autres détenus sont dans les méandres des audiences provisoires, dont les quatre accusés du 11 Septembre. Trois sont considérés comme *«trop dangereux pour être relâchés»*. Et un autre purge une sentence à vie. Au total, seuls trois détenus sur 780 ont reçu une sentence.

Jour 6
Ni détenus de droit commun ni prisonniers de guerre

Contre toute attente, on nous autorise l'interview de la veuve de l'une des victimes du 11 Septembre. Deborah García est une femme de 61 ans au visage doux et fatigué. Elle semble voûtée par des années de deuil, une *«continuité discontinue»*, comme elle décrit le calvaire des audiences, identifications des restes de son mari, interviews, commémorations. Son époux, David, se trouvait dans la première des tours jumelles. En 2020, son fils aîné s'est suicidé après des années de dépression. *«Au fond de moi, j'ai l'impression que les avocats attendent juste qu'on meure tous… J'aurais vraiment aimé que ça ne dure pas tout ce temps. J'aurais voulu que tout soit terminé il y a dix ou quinze ans.»* Elle aussi fait partie des victimes de Guantánamo: victimes d'une justice rendue impossible par des tortures qui ont vicié les preuves, et par des années d'incertitude sur le statut des détenus. Prisonniers de guerre? Cela impliquerait de les relâcher sans procès une fois le conflit terminé. Prisonniers de droit commun? Dans ce cas, tous auraient dû être amenés devant la justice. L'administration Bush avait donc concocté un nouveau statut pour eux: *unlawful enemy combatant* («combattant ennemi illicite»). Un flou juridique qui a permis de les maintenir plus de deux décennies incarcérés sans charges, ni peine.

La majeure partie des détenus, d'après plusieurs membres de l'administration qui ont été impliqués dans la gestion de la prison, étaient sans doute des sympathisants plus ou moins actifs d'Al-Qaeda, ou de simples soldats dans des factions rivales. D'autres avaient des ennemis intéressés –l'administration américaine larguait par avion des tracts promettant des récompenses de milliers de dollars à quiconque dénoncerait des terroristes, sans preuves nécessaires.

Jour 7
Karaoké et promiscuités incommodes

Un vendredi sur la base de Guantánamo est comme n'importe quel autre vendredi dans le monde occidental: on cherche du divertissement et un bon verre de bière. A cette différence près que, dans ce microcosme, on n'est jamais loin les uns des autres. Au restaurant Bayview, les avocats des accusés du 11 Septembre mangent à quelques coudées de la table où le procureur et son équipe sirotent un digestif. Au bar O'Kelly's, journalistes et militaires, qui sont censés ne pas se parler, se succèdent sur la scène du karaoké. Les promiscuités incommodes, c'est une habitude ici. Sur le chemin du retour vers le ferry, la radio de la station résonne dans le van: *«Radio Guantánamo: rocking in Fidel's backyard!»* Des rancœurs d'un autre temps, converties en bande-annonce; et, au loin, une prison qui n'a jamais trouvé son sens, avec une splendide vue sur la baie. ◆

(1) Les prénoms ont été modifiés.

«La fermeture du centre se heurte aux calculs politiques»

Le directeur du Centre pour les victimes de la torture, Scott Roehm, estime que le manque de volonté de l'administration et de la Maison Blanche empêche le transfert des derniers prisonniers.

Alors que la prison de Guantánamo atteignait son vingt-deuxième anniversaire en janvier, Joe Biden fut rappelé par une lettre ouverte à sa promesse de candidat, en 2020, d'en finir avec cette machine carcérale hors norme, emblème terrible des années George W. Bush. Parmi la centaine d'organisations cosignataires de l'appel, le Centre pour les victimes de la torture, dont le directeur, Scott Roehm, s'est entretenu avec *Libération*.

Pensez-vous qu'un procès des organisateurs des attentats du 11 Septembre, toujours détenus à Guantánamo, puisse un jour avoir lieu, après des années d'audiences préliminaires?

Je n'y crois pas. Les vingt-deux années écoulées n'ont cessé de fournir les preuves que cette affaire ne peut pas aller vers un procès. Aux Etats-Unis, du moins, c'est presque impossible. C'est une impasse, et le travail de l'accusation repose sur des fondations vaseuses, la plupart des preuves ayant été obtenues par la torture. L'affaire ne peut sans doute se clore que par un accord de plaider-coupable *(lire page 2)*. C'est la seule manière d'offrir une forme conclusive de justice aux familles de victimes. Mais la réalisation d'un tel accord dépend in fine de la volonté de la Maison Blanche.

A quel point le fait que cette affaire reste dans les limbes affecte-t-il le devenir de la prison?

La fermeture de Guantánamo repose sur deux étapes claires: la fin des commissions militaires qui y sont des tribunaux d'exception et le transfert à l'étranger des prisonniers non inculpés. La seule façon d'en finir avec les commissions passe donc par des accords de plaider-coupable, et l'administration le sait, puisqu'elle a déjà conclu trois cas ainsi. Il ne reste que l'affaire du 11 Septembre et celle de l'attentat de 2000 contre l'*USS Cole [un navire de guerre américain attaqué dans un port yéménite, ndlr]*. Une fois les peines et les conditions de leur exécution déterminées, garder ouvert Guantánamo tel que nous le connaissons ne sera plus nécessaire. Restera à transférer les autres détenus. Je ne dis pas que c'est simple, mais c'est absolument faisable à court terme, sous réserve que l'administration le veuille vraiment. Or, en dépit de son discours public, rien n'indique actuellement qu'elle veut s'y employer.

Qu'est-il advenu de la promesse de campagne de Joe Biden de fermer enfin le camp?

Il y a eu surtout de mauvais calculs politiciens, mêlés à un amalgame d'inquiétudes mal placées sur le risque que présenteraient les transferts, et à l'excès d'hyper-bureaucratie qui s'est développée autour de Guantánamo depuis 2002. Cela complexifie la moindre démarche. Sans une pression très affirmée de la Maison Blanche, les choses peuvent vite s'enliser dans d'interminables processus administratifs, en partie à cause de gens qui, au sein de l'administration, sont opposés à la fermeture. Tout cela forme une combinaison très toxique, mais je pense que les principaux obstacles restent le calcul politique, le manque de courage et le manque de volonté de la Maison Blanche.

INTERVIEW DR

Dans quelle mesure l'embrasement au Proche-Orient depuis le 7 Octobre a-t-il entravé les tentatives de fermeture?

Sur le moment, cela a stoppé net le transfert prévu d'au moins dix détenus. Ce qui peut s'entendre, jusqu'à un certain point: s'il s'agissait de mettre les hommes dans un avion au lendemain de l'attaque, on peut comprendre que la Maison Blanche se soit donné quelques jours pour évaluer la situation et son évolution au niveau régional. Mais au-delà d'une semaine, il n'y avait pas de raison de ne pas les transférer. Il n'y a aucun lien entre Guantánamo et ce qui se passe à Gaza. Certains politiques essaient d'établir un lien sécuritaire qui est inexistant. Je pense que c'est avant tout politique: les démocrates sont frileux et les républicains cherchent n'importe quel prétexte pour bloquer. Et à l'approche des échéances électorales de 2024, l'administration devient forcément encore plus fébrile. Pourtant, les gens qui s'intéressent à Guantánamo applaudiraient presque tous sa fermeture. S'il y a un impact politique, il serait donc positif. Je défie la Maison Blanche de trouver un seul électeur qui ne voterait pas pour les démocrates à cause de la fermeture de Guantánamo. Cet électeur n'existe pas, et ce calcul n'a donc aucun sens.

Pensez-vous qu'il soit trop tard pour débloquer cette situation avant la présidentielle?

Pas si la volonté est là. Le travail pour les transferts prévus avant le 7 Octobre est déjà effectué. Plus on transfère de détenus, plus c'est facile pour les suivants. On pourrait passer ainsi à moins de vingt détenus, voire une quinzaine, avant la passation de pouvoir présidentielle du 20 janvier –dans l'hypothèse où les démocrates perdraient l'élection. C'est parfaitement faisable. Ceux-ci pourraient aussi sceller l'accord de plaider-coupable sur le 11 Septembre. Même si ce processus-là est long, des étapes cruciales pourraient être franchies d'ici le début d'année. D'autant qu'ils ont déjà su ficeler des accords pour les détenus malaisiens *[responsables des attentats de Bali]* et pour Abd al-Hadi al-Iraqi *[ex-commandant d'al-Qaeda]*, qui supposent vraisemblablement leur transfert, bien que celui-ci se fasse attendre. S'il y a bien un détenu qui ne présente aucun risque, c'est Al-Iraqi: il est coincé dans un fauteuil roulant après huit opérations du dos, et ce qui freine son transfert, c'est surtout sa situation médicale. Tout cela est donc dans les cordes de Washington, si la volonté politique est là. Regardez comment cette administration a réalisé en un rien de temps l'édification d'une jetée pour acheminer l'aide humanitaire à Gaza: on parle ici d'un défi autrement moins complexe.

Avez-vous des raisons de craindre un nouveau recul en cas de réélection de Donald Trump?

Par rapport à la période où les choses allaient dans le bon sens, quand l'administration Biden était activement engagée à vider la prison, oui. Trump avait émis un décret au début de sa présidence qui disait en gros: «Nous gardons Guantánamo ouvert et nous laissons la possibilité d'y envoyer des gens.» L'administration Biden n'a jamais révoqué ce décret, qui sera donc toujours en place si Trump revient au pouvoir avec l'intention de l'appliquer.

Recueilli par **JULIEN GESTER**
Correspondant à New York


Deborah García, veuve d'une victime du 11 Septembre. L. CUVILLIER ET M. COMIN. CHEVAL FOUGUEUX PROD

ÉDITOS/



Emmanuel Macron à Paris, le 12 août. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

Emmanuel Macron et le déraillement de la Ve République

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Une chimère est une idée sans rapport avec la réalité. Emmanuel Macron s'accroche encore à une chimère: il croit que les résultats des deux dernières consultations électorales, les européennes comme les législatives, n'ont que peu d'incidences sur son statut actuel et sur les pouvoirs qui lui ont été conférés par sa victoire de 2022.

Car, je le précise au cas où cela vous aurait échappé: il y a deux victimes de la dissolution manquée et de l'enchaînement qui a suivi. La première s'appelle Emmanuel Macron, qui a pris cette décision mal préparée, et mal pensée (Mitterrand et Chirac pouvaient miser sur la cohabitation et ses opportunités, Macron n'y aura pas droit). La deuxième victime, c'est le Rassemblement national qui, en attendant son heure, a été censuré au deuxième tour par l'électorat républicain.

Au final, cela s'appelle un bluff raté: Macron, présidentialiste à mort, voulait avec la dissolution marginaliser politiquement le RN et surtout diviser la gauche, provoquer un rejet national des extrêmes et créer un espace politique où les macronistes seraient la puissance centrale, où seul devait émerger en majesté le président de la République. C'est du Macron aveuglé par lui-même…

On mesure chaque jour ce qui a radicalement changé depuis son échec: Emmanuel Macron joue toujours au maître des horloges, avec un calendrier de réunions qu'il égrène, alors que plusieurs de ses pouvoirs ont disparu, que ses troupes se dispersent avec la gueule de bois, toutes victimes de la crise politique provoquée par cette dissolution ratée: sous la Ve République, un président sans majorité parlementaire est un homme perdu.

La preuve par Jupiter

Nous sommes à un carrefour de l'histoire de la Constitution de la Ve République, ce système politique mixte, à la fois parlementaire et à dominante présidentielle, créé en 1958 comme un antidote au parlementarisme de la IVe République. Résultat: un système politique unique au monde. De Gaulle avait voulu un exécutif qui ait les moyens de s'imposer, avec un bémol: le Parlement avait la possibilité dans une configuration particulière de dissoudre l'exécutif.

Emmanuel Macron, venant après un Sarkozy qui avait déjà surenchéri sur la valorisation de l'exécutif, a voulu jouer au roi des dieux, c'est-à-dire à Jupiter, la formule d'ailleurs lui appartient, sans doute était-il particulièrement sensible après sa première élection à l'ivresse des sommets: il considérait déjà, avant même d'être élu, que la France était bloquée par les contre-pouvoirs, par les deux assemblées, et il en avait déduit qu'il fallait simplifier le parcours de décisions: les contre-pouvoirs, les syndicats, les oppositions et les assemblées cristallisaient à ses yeux le mal français.

A l'origine de la crise que nous traversons – le déraillement de la Constitution de la Ve République –, Emmanuel Macron, à force de construire un présidentialisme absolu, a provoqué un déséquilibre institutionnel qui a grippé le fonctionnement démocratique: avec lui, le Président ne rendait de comptes qu'au Président et encore, dans le poste de commandement antiatomique, la salle Jupiter, pour que ça ne fuite pas. Macron a détraqué la Ve et il en paie le prix. C'est ce que les Français, à plusieurs reprises, lui ont reproché sous des formes différentes: il n'a rien voulu entendre. Et il s'est pris les pieds dans le tapis.

Rien ne s'est passé comme prévu: le vainqueur de cette crise, ce n'est ni Macron, ni le RN, ni la droite «la plus bête du monde», ça, on le savait depuis longtemps, ni la gauche qui n'est pas mieux lotie, et qui avec l'épouvantail Mélenchon s'est spécialisée dans l'écœurement systématique de ses électeurs.

Le retour du parlementarisme

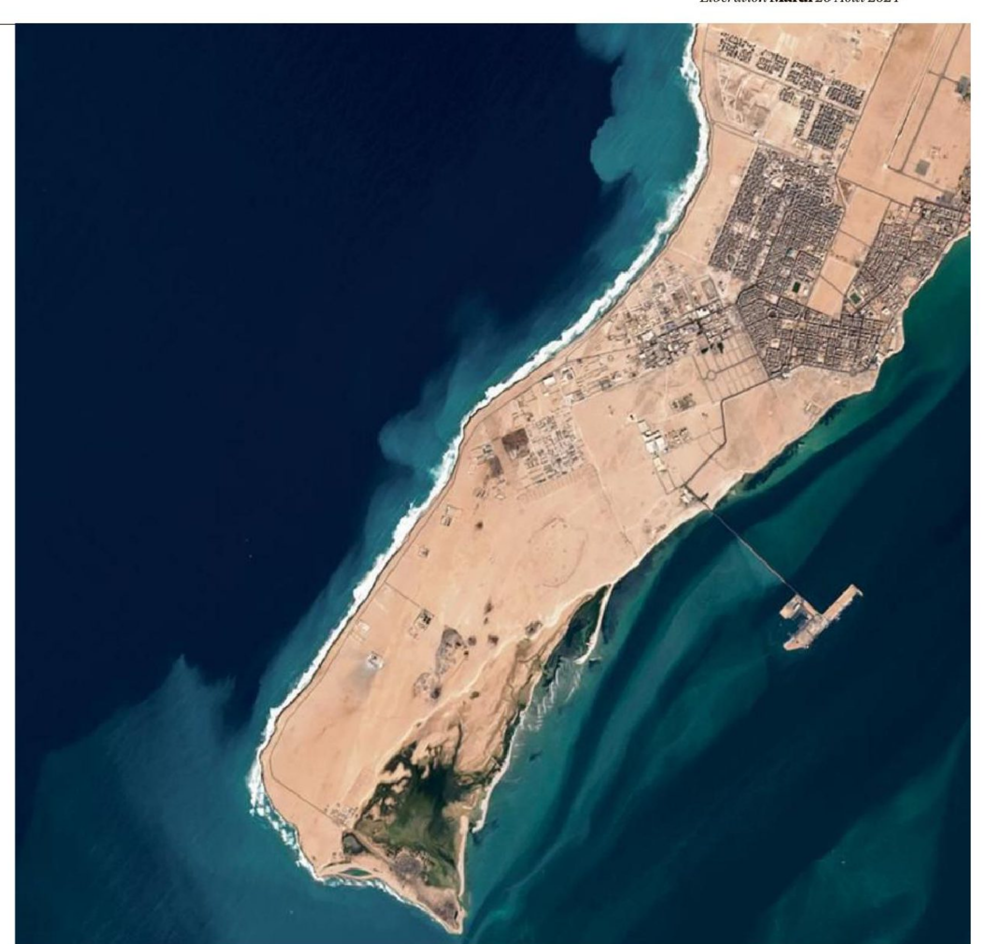
Le vainqueur, c'est le Parlement: on va sortir de la monarchie républicaine, en mettant le cap sur le parlementarisme, un système où les forces politiques fabriquent des coalitions sur la base de compromis, en fonction des résultats électoraux. C'est le système qui est pratiqué dans toute l'Europe: le seul pays qui faisait exception jusqu'à présent, c'était la France. Pour réussir avec ce système, le mode de scrutin proportionnel est requis.

C'est là où désormais ça va se passer. Même le Président, sans s'en rendre compte, imagine qu'au terme de la «décantation» qu'il prétend avoir imposée, il trouvera la coalition programmatique et politique qui s'imposera. Rien n'est moins sûr. On ne le saura qu'au terme de l'épreuve des censures: la seule majorité qui sera légitimée sera celle qui aura résisté au vote de la censure.

A l'issue des législatives, trois blocs sont en effet apparus: le Rassemblement national et l'extrême droite, le bloc macroniste en déliquescence mais qui a pris le joli nom d'Ensemble, et le Nouveau Front populaire arrivé en tête mais sans majorité, tandis que le barrage républicain des Français bloquait le RN. Aucun de ces blocs n'est majoritaire. A l'heure actuelle, chacun d'entre eux, s'il accédait au pouvoir, serait balayé par un vote de censure. Même le Nouveau Front populaire, qui revendique le pouvoir parce qu'il aurait plus de députés, serait renvoyé dans les vingt-quatre heures.

D'ailleurs l'apprentissage du parlementarisme pourrait commencer ainsi: Lucie Castets est nommée par Emmanuel Macron qui n'en veut pas, mais c'est secondaire dans la configuration actuelle, et le lendemain, le gouvernement Castets est renversé par l'Assemblée nationale, et la question Castets est réglée. Cette leçon ne serait pas inutile parce que, grâce à cet exercice, les trois blocs et leurs députés feraient l'apprentissage du changement considérable qui s'est produit depuis la dissolution. Dommage de se priver de cette pédagogie. La leçon vaudrait évidemment pour Emmanuel Macron en tout premier lieu, lui qui a la prétention de gouverner à nouveau, comme si rien ne s'était passé. ◆

PS: Comme beaucoup de très grands acteurs, Alain Delon a suscité et inspiré des films. Plusieurs d'entre eux ont été des chefs-d'œuvre, certains immenses. L'homme privé pensait souvent comme Jean-Marie Le Pen. Qu'importe, ces chefs-d'œuvre cinématographiques, nous les regarderons pendant longtemps encore, et ils continueront à nourrir nos imaginaires.



Au Sahara-Occidental, la France à fric ?

Le soutien officiel de Paris au plan d'autonomie du Maroc sur cette région riche en ressources naturelles stratégiques va profiter aux sociétés tricolores désireuses d'investir dans ce territoire. Des activités qui posent néanmoins la question de leur légalité au regard du droit international.

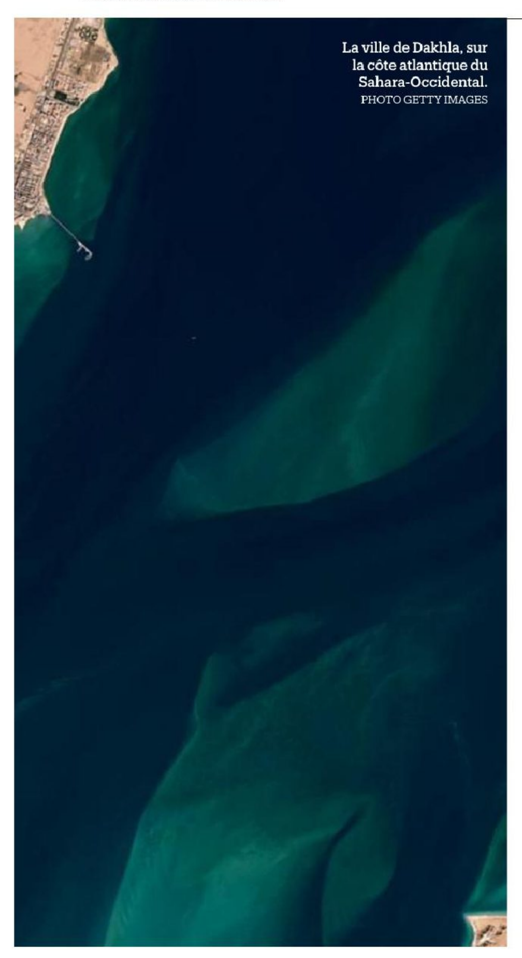
Par
LÉA MASSEGUIN

Les gestes diplomatiques se veulent toujours gagnant-gagnant. Le cadeau offert par Emmanuel Macron au roi du Maroc Mohammed VI à l'occasion de ses vingt-cinq ans de règne ne fait pas exception à la règle. La reconnaissance à demi-mot par Paris, le 30 juillet dans une lettre du Président adressée au monarque, de la souveraineté du royaume chérifien sur le territoire contesté du Sahara-Occidental est certes une excellente nouvelle pour Rabat, qui mène une offensive diplomatique pour rallier les Occidentaux à sa position. Elle est aussi une aubaine pour les entreprises tricolores, déterminées à surfer sur l'idylle retrouvée entre les deux partenaires. Au moment où la France annonçait son revirement sur ce dossier ultrasensible, le royaume révélait d'ailleurs qu'il attribuait le marché de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Kénitra et Marrakech (129 millions d'euros) à la société française Egis Rail. Un revers significatif pour son concurrent espagnol Ineco, qui avait pourtant fait une proposition plus avantageuse.

«UNE SORTE DE PREUVE D'AMOUR»

Ni Egis Rail ni Rabat n'ont établi de lien de cause à effet entre l'alignement de la position française sur la ligne marocaine et le résultat de cet appel d'offres. Mais ce rapprochement diplomatique implique un renforcement des liens économiques entre les deux pays, y compris dans la région du Sahara-Occidental. Après cette reconnaissance officieuse de la marocanité du territoire, que se disputent Rabat et les indépendantistes du mouvement sahraoui du Front Polisario depuis 1975, les entreprises françaises ont une raison supplémentaire d'investir dans cette vaste région de 266 000 km² aux ressources naturelles stratégiques. Ses plus de 1100 kilomètres de côtes sur l'Atlantique lui offrent l'une des eaux les plus poissonneuses au monde, tandis qu'elle bénéficie d'immenses réserves de phosphate. Elle dispose par ailleurs d'un haut potentiel en matière d'hydrocarbures (gaz, pétrole) et d'énergies renouvelables (solaire, éolien).

Dans sa lettre envoyée à Mohammed VI pour lui signifier l'inflexion française, Emmanuel Macron n'a pas manqué de rappeler qu'il s'engagera à *«accompagner»* le royaume en matière de développement économique et social au Sahara-Occidental *«au bénéfice des populations locales»*. *«Nous serons au côté du Maroc, à chaque fois qu'il le souhaitera, pour l'accompagner dans ses projets […] les plus ambitieux»*, a ajouté le lendemain le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné. Selon *le Monde*, ce changement de position avait été dévoilé en amont à plusieurs grands groupes français (Engie, EDF, TotalEnergies…) dont les dirigeants avaient été reçus à l'Elysée par Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique d'Em- •••



La ville de Dakhla, sur la côte atlantique du Sahara-Occidental.
PHOTO GETTY IMAGES

●●● manuel Macron. *«Ces échanges visaient à anticiper les impacts de cette décision sur nos activités et à mettre en lumière les avantages mutuels de cet acte diplomatique»*, précise auprès de *Libération* l'un d'entre eux. Selon cette même source, le gouvernement et les diplomates français *«incitent désormais les entreprises à montrer leur intérêt pour le Sahara-Occidental. Une sorte de preuve d'amour»*. L'Elysée dément l'existence d'une telle réunion.

PIED D'ÉGALITÉ AVEC LES ÉTATS-UNIS

Paris avait déjà fait un premier pas en ce sens, début avril. Le ministre du Commerce extérieur, Franck Riester, avait alors donné son feu vert à des financements publics en faveur de projets marocains dans le Sahara-Occidental, notamment à travers Proparco, une filiale de l'Agence française de développement (AFD) qui accompagne et finance des entreprises en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient. L'institution *«pourrait être amenée»* à financer un projet de ligne à haute tension entre Casablanca et Dakhla, sur la côte atlantique du territoire contesté, avait-il précisé.

La France, qui a toujours été un partenaire économique majeur du Maroc (premier partenaire commercial sur le continent africain, implantation de plus d'un millier de filiales françaises dans le royaume), était jusqu'à présent restée ambiguë sur le dossier sensible du Sahara-Occidental afin de ménager son partenaire algérien. L'Algérie est en effet le parrain historique du Front Polisario, qui revendique l'indépendance du territoire. Par le passé, cette position ambivalente a pu coûter cher aux sociétés françaises désireuses d'investir dans la région. Vexé par le refus de Paris de sortir de son apparente neutralité, le Maroc avait par exemple évincé en 2021 le géant français du BTP Eiffage de la compétition pour la construction du gigantesque port de Dakhla Atlantique. *«Les entreprises françaises se trouvaient relativement désavantagées par rapport à leurs concurrents venus d'ailleurs»*, déclarait récemment auprès de *Jeune Afrique* le ministre marocain de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, qui pointait la *«forte demande»* des opérateurs français pour les projets au Sahara-Occidental.

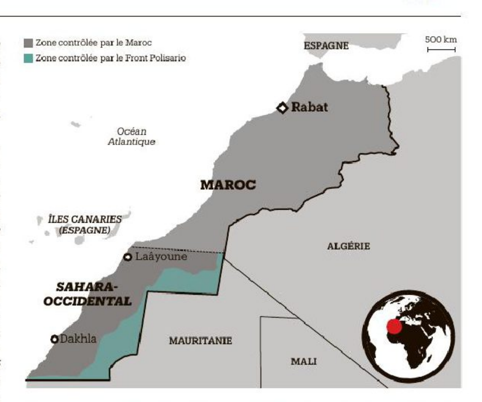
L'évolution de sa position met désormais la France sur un pied d'égalité avec d'autres pays comme l'Espagne ou les Etats-Unis. *«Ce contexte diplomatique positif créera un environnement plus favorable pour les investissements et les partenariats»*, confirme un cadre d'un groupe énergétique français, qui opère déjà au Sahara-Occidental. Contactée par *Libération*, la multinationale Veolia assure pour sa part qu'elle sera *«attentive à toute opportunité d'investissement et d'activité dans nos métiers dans les Provinces du Sud* [la terminologie marocaine officielle pour désigner le Sahara-Occidental, ndlr], *notamment en matière de dessalement et de lutte contre le stress hydrique»*.

ACTIVITÉS AGRICOLES ET STAGES DE KITE-SURF

Certaines entreprises tricolores n'ont pas attendu le revirement diplomatique de Paris pour développer leurs activités dans la région. Le géant Engie, l'un des précurseurs en la matière, a remporté en 2019, en tandem avec l'entreprise marocaine Nareva, un ambitieux projet d'usine de dessalement couplée à un champ éolien près de Dakhla. Deux ans plus tard, l'Agence marocaine de l'électricité et de l'eau potable a chargé Cegelec, filiale de la société Vinci, pour raccorder Laâyoune, ville la plus importante du Sahara-Occidental, au réseau national.

Dans le domaine des ressources halieutiques, l'entreprise bretonne Chancerelle, plus connue pour la marque Connétable, a investi quatre millions d'euros dans une unité industrielle à Laâyoune en 2018, selon *les Echos*. Quant aux producteurs de légumes Azura et Idyl, ils sont présents au Sahara-Occidental depuis plusieurs décennies pour leurs activités agricoles (tomates, melons, petits fruits rouges) et aquacoles plus récemment, peut-on lire sur une liste établie par Western Sahara Resource Watch, une alliance d'ONG pro-sahraouies très active en Europe du Nord. Des banques telles la Société générale ou BNP Paribas possèdent aussi des bureaux dans le territoire disputé. De même qu'Axa, via sa filiale Axa Assurance Maroc. Sur le plan touristique, un opérateur marocain a conclu un partenariat avec le groupe UCPA pour proposer des stages de kite-surf dans la ville de Dakhla, que la compagnie aérienne à bas coût Transavia, du groupe Air France-KLM, dessert depuis octobre 2017.

Ces activités lucratives, à la fois pour la France et pour le Maroc, posent néanmoins la question de leur légalité au regard du droit international. Le Sahara-Occidental est en effet considéré depuis 1963 comme un *«territoire non autonome»* par l'ONU, considéré comme non décolonisé et dont le statut ne sera réglé qu'après l'exercice du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.



Un avis consultatif rendu en 1975 par la Cour internationale de justice, que Rabat a interprété en sa faveur, allait dans le même sens: il n'existe *«aucun lien de souveraineté territoriale»* entre le Sahara-Occidental et le royaume chérifien, même si des *«liens juridiques»* existaient entre le sultan du Maroc et certaines tribus vivant sur le territoire au moment de la colonisation espagnole.

Selon l'avis juridique de 2002 du sous-secrétaire général des Nations unies pour les affaires juridiques, Hans Corell, les ressources naturelles du Sahara-Occidental ne peuvent donc être exploitées qu'en tenant compte des souhaits et des intérêts des Sahraouis. Or il est difficile de prouver que ces activités se fassent au *«bénéfice»* de la population locale, comme l'a déclaré Emmanuel Macron. *«Juridiquement, il n'y a aucun débat. Les entreprises françaises sont complètement complices de l'occupation par le Maroc d'un territoire qui n'est pas le sien. Leurs services juridiques ne peuvent pas ignorer que le processus de décolonisation est encore en cours»*, relève l'avocat Antoine Le Scolan, auteur d'une étude sur les activités économiques des sociétés françaises au Sahara-Occidental. Au-delà du risque pénal qu'elles encourent, les entreprises tricolores pourraient même se rendre coupables, selon lui, de *«complicité de crimes de guerre»*, en participant par exemple au recrutement de salariés marocains sur ce territoire *«occupé»*.

Les sociétés hexagonales qui exercent au Sahara-Occidental ont-elles conscience de ces considérations légales et éthiques? Contactées, la plupart des sociétés mises en cause n'ont pas donné suite à nos demandes. La compagnie d'assurances Axa confirme qu'elle a des activités au *«Maroc»*, sans préciser si elle considère que le Sahara-Occidental en fait partie. Le groupe Engie assure pour sa part qu'il *«consulte les représentants sahraouis locaux et les parties prenantes concernées pour comprendre leurs besoins, attentes et préoccupations»* avant de lancer toute activité, sans évoquer la question du consentement de ces populations. Quant à BNP Paribas, elle n'a *«aucun commentaire à apporter»*. L'Elysée soutient pour sa part que ces activités ne sont pas illégales puisque le plan d'autonomie marocain, que soutient Paris, *«invite à l'autodétermination»*. L'accompagnement de la poursuite du développement économique et social dans ces territoires se fait *«dans les termes du droit international»*, c'est-à-dire au *«bénéfice»* et avec le *«consentement»* des populations.

«FINANCEMENT DE LA COLONISATION»

Au cours des dernières années, le Front Polisario, désigné par l'ONU comme *«le représentant du peuple du Sahara-Occidental»*, a déposé de nombreuses plaintes devant le procureur de la République de Paris contre des entreprises françaises telles que la Société générale, BNP Paribas, Axa Assurances, Transavia ou l'UCPA. Les procédures n'ont pas abouti. *«On prend les choses avec le temps et la méthode*, expose Gilles Devers, l'avocat français du Front Polisario. *Le Sahara-Occidental est une zone de guerre reconnue, les entreprises européennes qui s'y installent participent au financement de la colonisation. Elles ne peuvent pas l'ignorer.»* Selon lui, la question du *«consentement»* est le nerf de la guerre dans cet épineux dossier: *«Les Sahraouis sont en faveur de la paix et du développement de leur territoire, mais si les entreprises veulent pêcher le poisson ou construire des centrales électriques, elles doivent le faire avec eux, et non pas avec l'occupant.»*

Deux traités commerciaux conclus entre l'Union européenne et le Maroc – l'un sur la pêche, l'autre sur l'agriculture – sont eux aussi contestés depuis des années par le Front Polisario. Selon un rapport de la Commission européenne publié en mars, 60 % des produits de la mer issus des eaux sahraouies étaient destinés au marché européen. Ce chiffre grimpe à 82 % pour les tomates et les melons récoltés la même année dans le territoire disputé. Ces deux accords avaient été annulés en septembre 2021 par un arrêt du tribunal de Luxembourg au motif qu'ils avaient ignoré le *«consentement du peuple du Sahara-Occidental»*. Depuis, la Commission et le Conseil ont fait appel de cette décision et suspendu l'annulation de ces traités. La Cour de justice de l'UE devrait livrer son arrêt définitif avant la fin de l'année. ◆



Le 16 mars à l'AGI House de Hillsborough, une hacker house établie dans la Silicon Valley.

IA Silicon Valley, à saisir : ch. colocs dingues de tech, loyer 10 000 $

Avec la ruée vers l'intelligence artificielle, les cerveaux partis pendant la pandémie reviennent dans la vallée californienne. Pour trouver la pépite de demain, ils font parfois le choix de vivre ensemble. Comme dans cette villa de Hillsborough.

Par
ÉLISE VINIACOURT
Envoyée spéciale à Hillsborough, dans la Silicon Valley
Photos **LAURA MORTON**

Long. Sonore. Gras. Le rot résonne encore dans nos oreilles. Il a coupé notre interlocuteur qui tente désormais de dissimuler son embarras. On sent ce participant à un hackathon (une compétition entre développeurs) hésiter entre deux options : s'excuser ou poursuivre comme si de rien n'était. Finalement, il choisit la seconde. L'incident serait-il anecdotique ? Dans la somptueuse villa de Hillsborough, dans la Silicon Valley (Californie), à 68 millions de dollars, l'alcool est banni. A longueur de journée, ses occupants et visiteurs descendent des canettes d'eau pétillante. Des cadavres en aluminium que l'on retrouve par centaines sous les moulures de l'élégante bâtisse. Sur le marbre jaune de son imposante cuisine. Ou à côté des transats de la piscine dans le jardin ensoleillé.

C'est sous les palmiers de ce dernier, sur un majestueux escalier, que l'on retrouve Rocky Yu. Chemise bleue, doudoune grise sans manches et pantalon blanc, le maître des lieux, à la tête d'une start-up de réalité augmentée, raconte : *«La première chose que j'ai faite en arrivant ici fin 2022, c'est interdire les fêtes.»* Et rebaptiser l'endroit «AGI House». Un nom et des règles de vie à la hauteur de la mission que s'est donnée le domaine : *«On est ici pour construire l'intelligence artificielle générale»*, ou AGI, résume le quadragénaire. Une IA capable de tout et dont l'intelligence surpasserait celle de l'humain, pour résumer. Mais pourquoi ici ? Parce que l'AGI House est une «hacker house».

«Communaliste»

La première fois que l'on a entendu l'expression, c'était dans la bouche de Jack Giacomo Bonavera, un pro de LinkedIn. Le trentenaire sur ressorts nous expliquait vivre dans un «hacker hostel», où des dizaines de jeunes cohabitaient en cherchant la formule magique de la révolution de demain. Le principe de ces communautés : travailler ensemble d'arrache-pied pour faire décoller leurs business. En privilégiant des repas végétaliens et des séances de tai-chi. Avec le boom de l'IA, ces lieux fleurissent dans la Silicon Valley. Et lui redonnent un peu de peps.

Car, depuis la pandémie, la côte Ouest a perdu de son éclat. Avec le

télétravail, ses cerveaux ont quitté les centres urbains de la baie de San Francisco. Face aux coûts élevés de l'immobilier, investisseurs et dirigeants se sont enfuis vers Miami. Airbnb, Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram…), Dropbox, Uber… Tous ont réduit leurs espaces de bureau. A un point tel que l'an dernier, 34% des locaux étaient déserts dans la métropole californienne. Un record.

Et que dire de la crise économique inédite des Big Tech? En 2022, des milliers d'employés de Microsoft, Salesforce (un éditeur de logiciels) ou encore Google ont dû faire leurs cartons. *«Après tout ça, les gens ont commencé à penser que la Silicon Valley ne servait plus à rien»*, analyse auprès de *Libé* Olivier Alexandre, sociologue au CNRS.

L'intelligence artificielle leur donnera-t-elle tort? Avec une capitalisation boursière record de 14,3 milliards de dollars en février (près de 13 milliards d'euros), le territoire aurait retrouvé son activité d'avant pandémie, estime l'institut d'études Joint Venture. Et rapatrierait les «cool kids» et «tech bros» exilés: en comparaison avec 2022, le nombre de personnes quittant la région a diminué de 52% en 2023.

A San Francisco, l'effervescence des hacker houses est telle qu'un quartier, où elles sont nombreuses, a été rebaptisé «Cerebral Valley». Il nous a fallu quelques recherches, au début de notre enquête, avant de dénicher l'adresse secrète de l'une d'entre elles. Murs en bois sombre et verni, large escalier drapé d'une moquette bleu nuit… De l'intérieur du luxueux manoir, nous n'avons eu qu'un bref aperçu. *«Comment vous nous avez trouvés?»* interroge la gérante en ouvrant la porte. Avant de poliment mais rapidement la refermer: *«On n'a accepté de faire entrer un journaliste qu'une seule fois pour prouver aux voisins que nous n'étions pas des arnaqueurs. Mais allez voir Rocky, il accepte de communiquer.»*

C'est ainsi que nous nous retrouvons à tailler le bout de gras au milieu des 1600 m² loués par ledit Rocky. Dans la villa, une centaine de geeks – essentiellement des hommes – s'affairent à l'occasion d'un hackathon. Des PC s'alignent pêle-mêle sur de longues tablées. Affalé dans un pouf, un jeune homme code pieds nus. Casquettes retournées, trois garçons ont branché leurs ordinateurs fixes dans une avalanche de fils. L'un d'entre eux se frotte les yeux: un bug les bloque.

Des événements comme celui-ci, Rocky Yu en organise plusieurs par mois. Mêlant prestigieux invités comme le cofondateur de Google Sergey Brin et jeunes entrepreneurs anonymes. Le reste du temps, entre huit et dix fondateurs de start-up résident ici. Ou plutôt *«vont et viennent»*. Pour choisir leurs locataires, certaines hacker houses font passer des entretiens. Rocky Yu privilégie les amis ou amis d'amis. Qu'il fait quand même payer entre 2000 et 10000 dollars par mois en fonction de la taille de la chambre. Pour lui, une seule exigence: que les occupants soient les *«meilleurs de l'industrie»*. La maison a ainsi vu s'installer les fondateurs de Pika (un générateur de vidéos estimé à 470 millions de dollars) et de Cresta (une affaire à 1,6 milliard de dollars qui propose des modèles d'IA adaptés aux entreprises).

Kelly Peng, 31 ans, est l'une des colocs. On découvre sa chambre fleurie après avoir foulé les tapis aux imprimés dollars de la mezzanine. Ici, bureaux et ordinateurs prennent plus de place que lit et poufs. Normal. L'entrepreneuse admet ne quasiment pas dormir. Son temps, elle en parle en pourcentages: 30% de codage, 30% de recrutement, 30% de recherche d'investisseurs. *«Je consacre tout mon temps de "non-sommeil" et de "non-repas" au travail»*, résume la frêle jeune femme. En l'occurrence, à créer avec sa start-up Kura Technologies une IA capable de *«voir et d'entendre»*. Un algorithme en mesure de reconnaître des objets via une caméra et des mots via des micros que l'AGI House l'aide à concrétiser: à travers ses événements, Kelly Peng a rencontré trois de ses salariés actuels. *«Je fais partie des premières résidentes ici… J'ai même déjà vécu dans plus de six hacker houses différentes»*, dénombre-t-elle.

Rien de surprenant. Ces colocations un peu particulières constituent une tradition de la Silicon Valley. Durant l'été 2004, Mark Zuckerberg et les cofondateurs de Facebook s'installaient déjà dans une maison de Palo Alto aux airs de fraternité («frat house»). Construisant, au grand dam des propriétaires, une tyrolienne au-dessus de la piscine. *«Les prix sont tellement élevés que la plupart des résidents de San Francisco sont locataires et ont dû développer différents types de logements, collectifs notamment»*, raconte le spécialiste Olivier Alexandre, auteur de *la Tech. Quand la Silicon Valley refait le monde* (Seuil, 2023). Mais ce sont aussi des lieux imprégnés d'une contre-culture, associée aux hippies des années 60. *«Alors que San Francisco était considéré comme une ville conservatrice, toute une génération d'étudiants pétris de critique allemande et de spiritualité orientale s'est mise à nourrir un projet de vie communautaire. La ville a gardé cette tradition et la tech s'est inscrite dans cette filiation»*, observe le chercheur.

Livraison de traiteur chinois. L'espace de quelques minutes, les participants au hackathon de l'AGI House quittent leurs tableaux raturés de bouts de code. Nikhal, la trentaine, mange debout sur la terrasse. *«J'ai fondé deux entreprises. A chaque fois, l'équipe vivait sous le même toit»*, rapporte ce créateur d'une IA spécialisée en cuisine. *«C'est pratique, vous êtes en permanence inspiré par les gens qui vous entourent, ça fait avancer les choses plus vite.»*

«Période magique»

A côté de Mickael et Lukas, tous deux invités au hackathon, des carpes barbotent dans un bassin. *«T'es l'[ancien] étudiant en commerce le plus bizarre: tu pourrais être à Ibiza en train de faire la teuf, qu'est-ce que tu fous là à bosser comme un dingue?»* lance le premier, taquin, au second. Les deux compères étaient dans le même *dorm* (résidence étudiante) à Stanford. Le nez creux, Lukas Haffer a lancé sa propre entreprise, Cascading AI, un chatbot aidant les petits commerces à contracter des prêts bancaires. Au départ, lui aussi a emménagé avec son cofondateur. Ainsi qu'avec sa petite amie et l'épouse de ce dernier. Pour les deux hommes, chaque jour était fait de code. *«C'était une période magique. Nous avions installé un lit dans le bureau. On travaillait tard le soir. Pour ne pas réveiller ma copine, je m'y endormais, épuisé, et quand je rouvrais les yeux, je voyais mon partenaire toujours en train de bosser»*, se rappelle avec tendresse l'entrepreneur à lunettes.

> «Nous avions installé un lit dans le bureau. […] Je m'y endormais et quand je rouvrais les yeux, je voyais mon partenaire toujours en train de bosser.»
>
> **Lukas Haffer**
> entrepreneur

Horrifiée, on lui parle de nos trente-cinq heures françaises chéries. De nos cinq semaines bénies de congés payés. *«Au début, votre start-up est tout ce qu'il y a de plus important. C'est toute votre vie»*, justifie-t-il. Pour la faire éclore, la hacker house est pour lui le meilleur bureau possible. *«Tu sors de ta chambre le soir, tu vois ton collègue dans la cuisine, vous discutez et hop, ça te donne une idée.»* Et l'homme d'affaires méticuleux de pousser sa réflexion plus loin: *«Les bureaux modernes ont été construits pour maximiser ce type d'échanges, avec les open spaces et la machine à café. Si tu vis avec tes collègues, ces moments interviennent plus souvent et ta start-up avance plus vite.»* Logique. Et effrayant.

Finalement, ce sont leurs compagnes qui ont poussé Lukas et son collègue à rompre. *«Elles nous ont dit que, même si elles nous soutenaient, elles n'avaient pas besoin de vivre dans notre start-up»*, raconte le diplômé. Sans compter qu'après avoir levé 4 millions de dollars, il commençait à trouver *«bizarre»* le fait de recevoir ses employés dans son salon. Alors Lukas a décidé de passer à l'étape d'après: dégotter son propre bureau. Pour ce faire, il a enchaîné les rendez-vous avec des agents immobiliers: *«Je leur ai dit: "Je vais louer votre meilleur espace pour un tiers du prix." Ils m'ont dit que j'étais fou, mais ils ont accepté.»* Mais face à l'exode des entrepreneurs pendant la pandémie, Lukas, lui, contribue à repeupler la ville… et loue son siège social pour 3000 dollars par mois. Bouche bée, Mickael souffle: *«Mec… C'est moins cher que mon loyer.»*

En attendant de lever des millions, la plupart des start-up en IA restent dans les hacker houses. Des petites. Des grandes. Des chics. Des modestes. Comme le résume le chercheur Olivier Alexandre: *«Les formes sont très variables.»* Certaines sont accessibles pour des loyers de 500 à plusieurs milliers de dollars par mois. Philosophies et règles de vie aussi fluctuent. Avant de devenir le terrain de jeu de Rocky Yu, la villa hébergeait une autre hacker house, NeoGenesis: *«Elle était plus connue pour ses fiestas»*, se moque le quadragénaire. Des bamboches dans lesquelles taxis volants et calèches pouvaient être aperçus.

Ballet de Tesla

On sent Rocky Yu tendu à l'évocation de ces souvenirs. On a fini par comprendre pourquoi. Comme le révèle le magazine américain *Forbes*, le gérant est engagé dans un bras de fer tout en muscles avec l'ancien dirigeant de NeoGenesis, Jeremy Nixon. Qui a aussi contribué à fonder l'actuelle AGI House. Le problème? En partant, cet ex-ingénieur de Google aurait laissé les clés à Rocky Yu en lui faisant promettre de changer le nom de la villa. Ce qu'il n'a pas fait. Jeremy Nixon a de son côté construit une autre hacker house à San Francisco, baptisée… AGI House aussi. Un doublon de marques intolérable pour les deux hommes. Depuis, ils mènent une joute aussi narcissique que savoureuse: *«L'ombre de mon influence plane sur tout ce qui se fait dans la maison de [Rocky]. Il devrait me remercier d'avoir créé tout ce sur quoi il se tient»*, lâche Jeremy Nixon à *Forbes*.

Bref, une histoire de colocation qui se termine mal. Et à laquelle se rajoutent, pour l'AGI House de Hillsborough, des soucis de voisinage. Tout au long du hackathon, on entend les organisateurs demander à des propriétaires de véhicules garés à l'extérieur de les déplacer. L'un d'entre eux nous éclaire. Après les bamboches farfelues de NeoGenesis, les habitants du quartier huppé ne supportent plus le ballet de Tesla que provoquent les événements de Rocky Yu. La ville lui a envoyé une mise en demeure exigeant la fin des sauteries, révèle *Forbes*. Pour l'heure, Rocky Yu fait de la résistance. Mais dans cette anecdote, on lit une certaine ironie. Augmenter les capacités des humains, créer une super-intelligence… Les défis que se fixent les hacker houses sont grandioses. Mais leurs obstacles, eux, vieux comme le monde.



Un développeur lors d'un hackathon organisé par l'AGI House.

Inondations
La vie derrière soi des déplacés climatiques

Après les crues de l'hiver, des sinistrés de Blendecques (Pas-de-Calais) ont pu vendre dans de bonnes conditions leurs pavillons à l'Etat. Solidaires face au sinistre, ils quittent néanmoins leur quartier et leurs voisins le cœur lourd comme une maison.

REPORTAGE


Parmi les habitants de la dizaine de pavillons coquets datant des années

Par
STÉPHANIE MAURICE
Envoyée spéciale à Blendecques
Photos **STÉPHANE DUBROMEL. HANS LUCAS**

Une pluie d'orage s'abat sur Saint-Omer, le 31 juillet. Comme si les sinistrés des crues de l'hiver dans le Pas-de-Calais avaient besoin d'une piqûre de rappel. Le ciel a une étrange manière de saluer la vente à la puissance publique de deux premières maisons dévastées, dans le cadre du fonds «Barnier» – officiellement appelé Fonds de prévention des risques naturels majeurs – créé en 1995 pour financer les indemnités d'expropriation de biens exposés à des risques environnementaux.

Le début du retour à une vie normale, espèrent les propriétaires. *«On ne voulait pas partir de chez nous, on est quand même là la mort dans l'âme,* explique l'un d'eux, Jean-François Ghilebaert. *Ici, il ne fait pas forcément très beau, mais on se pensait à l'abri des phénomènes violents. On n'avait jamais imaginé qu'on deviendrait les premiers déplacés climatiques du Pas-de-Calais.»*

Les sinistrés assistent, stoïques, émotion ravalée, à la cérémonie de signature en présence des officiels, au siège de la Capso, la communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer. Celle-ci rachète leurs biens via un montage financier avec le fonds Barnier. L'avantage? Ils ne perdent pas d'argent. Les subventions versées par l'Etat à la Capso assurent un prix de vente décent pour les propriétaires. Le montant qu'ils vont toucher, entre l'indemnisation de l'assurance et ce soutien public, correspond à la valeur avant sinistre de leur maison. *«Nous pouvons rembourser notre prêt et repartir de zéro, sans dette»,* explique Céline Descamps, ergothérapeute, à côté de son compagnon Alexandre Auguet, agent de service. Ils avaient acheté en novembre 2022, un coup de cœur, des projets de transformation plein la tête. *«On a été inondés alors qu'on venait juste de finir les chambres de nos deux filles. Elles y ont dormi une semaine»,* raconte-t-elle. Désormais le couple ne veut plus mettre autant d'affect dans sa prochaine acquisition: *«On a revu nos priorités, on n'a plus le rêve de la belle maison. Ce qui compte, ce sont les vacances, les moments pour avoir des souvenirs ensemble.»*

Ce jour-là, le président de la Capso, Joël Duquenoy, paraphe chaque page des contrats notariés. Les deux propriétés sont situées dans l'impasse A de la rue Roger-Salengro, à Blendecques, où les débordements du fleuve côtier Aa ont été parmi les plus importants. Aujourd'hui encore, alors que la démolition du quartier est inéluctable, les pelouses sont tondues, les haies taillées. Il manque juste les gens, les rires d'enfants par beau temps, les voisins qui bavardent sur leur perron. Pratiquement plus personne n'y habite. Les crues ont tout ravagé en trois vagues successives. Sur l'une des façades est écrit, en grandes lettres, repassées en blanc quand elles s'effacent: *«Attention rue très dangereuse, inondations à répétition.»* En dessous, des dates et des hauteurs d'eau. Le 6 novembre, 30 cm; le 10 novembre, 100 cm; le 6 janvier, 110 cm.

BARBECUES AVEC LES AMIS

Joël Duquenoy insiste: l'institution, humaine, ne va pas demander la remise des clés tout de suite, le temps pour les deux familles de récupérer ce qu'elles peuvent. C'était une inquiétude de Jean-François Ghillebaert, par ailleurs président de l'association constituée après les crues, Inond'Aa. Il voudrait démonter les fenêtres récentes en double vitrage; cela lui ferait mal au ventre de les voir partir à la benne. Et déterrer le bel olivier, au feuillage dru et au tronc massif, qui trône devant chez lui. Sa famille a été heureuse pendant dix-sept ans dans ce joli pavillon de plain-pied entretenu avec amour, des barbecues avec les amis sur la berge, les enfants faisant trempette l'été dans le filet d'eau bordant la propriété. On le sent épuisé, au bout de ce parcours d'obstacles commencé en janvier avec le standard téléphonique injoignable de son assurance, continué avec le combat pour obtenir la garantie du fonds Barnier, presque


Yvette Dhaneus, dont le mari a construit les maisons du quartier.



80,la solidarité a tout de suite pris corps après les crues de l'Aa.



Jean-François Ghillebaert, président de l'association Inond'Aa.

achevé avec la renégociation des prêts bancaires et le rachat d'une nouvelle maison. Il va falloir entièrement se remeubler, et ouvrir les cartons où sa famille et lui ont engouffré ce qu'ils ont pu. Ils ne savent même pas vraiment ce qu'ils ont perdu. *«Notre vie a été mise entre parenthèses»*, constate Jean-François Ghillebaert. Ses deux

«Qu'est-ce que je pouvais faire? Je ne pouvais pas rester seule au fond de cette impasse.»

Yvette Dhaneus 82 ans, contrainte de quitter sa maison

filles, âgées de 15 et 12 ans, ont tenu à assister à la cérémonie de la signature à la Capso ; leur mère n'en a pas eu le courage.

La sous-préfète de Saint-Omer, Sophie Pagès, prend la parole, la voix couverte par le martèlement des gouttes d'eau sur le toit de l'amphithéâtre : *«Nous avons souhaité aller aussi vite que possible, nous ne voulions pas rajouter des soucis à vos soucis.»* Elle se tourne vers Jean-François Ghillebaert : *«Entre le moment où votre dossier a été déposé et aujourd'hui, il y a quatre mois.»* Autant dire un petit miracle administratif. Pour les sinistrés de la tempête Xynthia, les délais de règlement avaient été d'un à deux ans.

«LA TROUILLE DU 50 %»

Le dispositif requiert de la bonne volonté collective. D'abord de la part des experts mandatés par les assurances : sans leur évaluation des travaux nécessaires, rien de possible. Pour qu'une famille bénéficie du fonds Barnier, il faut que le coût de la remise en état de la maison soit supérieur à 50 % de sa valeur. *«La trouille du 50 %»*, sourit, jaune, Jean-François Ghillebaert. Il a stressé, les chiffres tournant dans la tête, dans l'attente des estimations. Pour une maison cotée à 150 000 euros, cela veut dire plus de 75 000 euros de travaux. Si cette condition est remplie, l'Etat rachète le bien, en complétant la somme versée par l'assureur jusqu'à atteindre la valeur avant sinistre sur le marché immobilier. La direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) du Pas-de-Calais a édité un document type à remplir par les experts, qu'elle a créé pour l'occasion. Idem pour la quittance de règlement, que doit fournir l'assureur. *«On a essayé de simplifier au maximum»*, détaille Laurent Laturelle, de la DDTM.

Reste à estimer la valeur du bien : c'est le travail de la direction de l'immobilier de l'Etat, autrefois appelée France Domaine. *«Mais cela peut prendre du temps,* poursuit Laurent Laturelle. *On a alors demandé aux notaires et aux agences immobilières de faire les premières évaluations, ce qui a permis de faire le tri et d'éviter aux gens de déposer des dossiers inéligibles.»* Une bonne coordination public-privé, en somme. A la suite des inondations dans le Pas-de-Calais, 84 dossiers ont été déposés auprès du fonds Barnier, signale la sous-préfète.

Ce n'est pas un hasard si les propriétaires de l'impasse A de Blendecques sont les premiers à vendre. Chez eux, une dizaine de pavillons coquets construits dans les années 80, l'esprit de corps et de solidarité a tout de suite parlé. L'un des habitants, Vincent Maquignon, est adjoint au maire et travaille aux Voies navigables de France. Il mesure immédiatement l'ampleur de la déflagration quand son impasse redevient rivière, avec le courant qui emporte tout, les poubelles et les bicyclettes. Il sait qu'un retour à une vie normale est inenvisageable, et écrit sur une banderole, accrochée à sa grille : *«On veut vivre en sécurité. Maintenant, il faut agir, endiguer ou raser ce quartier.»* Il attire les médias. Lui et ses voisins se fédèrent et créent l'association Inond'Aa. Ce qui veut dire un interlocuteur identifié pour les politiques et l'administration, et des canaux de communication d'autant plus efficaces. *«S'il n'y avait pas eu Vincent avec sa banderole, Jean-François avec des soirées entières à envoyer des mails à tout le monde pour essayer de trouver des solutions, on n'en serait pas là»*, témoigne l'ergothérapeute Céline Descamps.

Personne ne s'est fait d'illusion. Leurs maisons sont devenues invendables, sans doute bientôt inassurables, et de toute façon invivables. Le bruissement de la rivière angoisse les habitants. Il y a juste Yvette Dhaneus, 82 ans, la plus ancienne de la petite communauté, que l'idée de partir dévaste. Son mari, décédé, a construit tout le quartier. Au début du mois de juin, elle racontait à *Libé* avoir fini par se faire une raison, appuyée au chambranle de sa porte : *«Qu'est-ce que je pouvais faire ? Sinon, ils vont m'exproprier à leur prix à eux. Je ne pouvais pas rester seule au fond de cette impasse.»* Elle a perdu beaucoup de ses souvenirs lors des inondations. *«Cette boue est terrible, elle colle à tout,* soupire-t-elle. *C'était un sacerdoce à récurer.»* Elle passe désormais des nuits blanches à se demander où elle va finir sa vie.

Tout le monde ne peut pas avoir accès au fonds Barnier. C'est le cas de deux retraités de l'impasse, pour qui les travaux ont été évalués à 37 % de la valeur de leur maison. Ils ont un étage, les chambres n'ont pas été touchées, ce qui a fait baisser l'indemnisation de l'assurance. Mais comment continuer à vivre ici, avec les voisins partis, leurs demeures rasées, et le risque de voir l'Aa inonder régulièrement le rez-de-chaussée ?

Un arrangement a heureusement été trouvé avec la Capso : celle-ci rachète les maisons inéligibles, dans le cadre d'un programme d'actions et de prévention des inondations (Papi), avec l'aide de l'Etat. Elle a pour projet de construire en lieu et place de l'impasse un ouvrage hydraulique, bassin de rétention ou zone d'expansion des crues – les études sont en cours. Le couple soupire : *«Tout est mort ici, sauf les roses. Elles n'ont jamais été aussi belles !»* Il est 17 heures quand s'achève la rencontre à la Capso. Assis près de Jean-François Ghillebaert, Alexandre Auguet le pousse gentiment d'un coude tatoué : *«On ne sera plus voisins.»* Le président de l'association le reprend : *«Dans toutes ces épreuves, le quartier a tenu bon. On se reverra.»*

carnet

NAISSANCE

Paris (75)

Norma

est née le 9 août 2024 à 15h43

"Longue vie à elle, qu'elle soit belle et pleine de surprises !"

BUDGET DU SPORT Le gouvernement met la forme sans les fonds

Malgré la volonté affichée d'Emmanuel Macron de faire de la France une «nation sportive», élus et experts jugent que l'enveloppe dédiée à l'activité physique du quotidien est encore insuffisante. Et craignent que l'élan suscité par les JO ne retombe comme un soufflé.

Par
NOA JACQUET et **ELÉNA RONEY**



Dans un gymnase de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) en janvier 2023.

La France, une *«nation sportive»*, s'est félicité Emmanuel Macron le 12 août dans *l'Equipe*, juste après la clôture des Jeux olympiques. Avec 64 médailles, le pays s'est en effet hissé dans le top 5 des nations olympiques. Mais derrière ce record, une réalité moins glorieuse : le budget du ministère des Sports ne s'élève en 2024 qu'à un petit milliard d'euros, 0,2 % du budget total de l'Etat. Un manque de moyens dont le nageur Florent Manaudou s'inquiétait déjà en novembre : *«On n'est pas du tout un pays de sport. Ils ont réduit de quatre à deux heures les cours d'EPS. On ne peut pas dire qu'on veut être la meilleure nation en mettant ces moyens-là.»* Quelques mois avant le début des Jeux olympiques et paralympiques (JOP), le judoka Teddy Riner poussait lui aussi son coup de gueule, avec les mêmes critiques.

«Le budget est en progression, mais il n'est pas de nature à renverser complètement la table», explique Christophe Lepetit, expert en économie du sport au Centre de droit et d'économie du sport. Le sénateur LR et vice-président de la commission traitant des affaires sportives, Michel Savin, abonde : *«Le problème, c'est qu'on n'a pas de visibilité à long terme avec le budget sport aujourd'hui. Il faudrait le penser à moyen et long terme, au moins jusqu'aux prochaines olympiades, pour avoir le temps de construire des infrastructures et entraîner les athlètes.»*

«UNE DYNAMIQUE TRÈS POSITIVE»

Dans le camp macroniste, on balaie ces affirmations d'un revers de la main, en vantant l'augmentation des crédits alloués au programme sport de la mission sport, jeunesse et vie associative, un projet interministériel visant notamment à développer la pratique du sport et la haute performance. Son budget est passé de 348 millions d'euros en 2018 à 760 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2024. *«C'est une dynamique très positive, et si on ajoute toutes les dépenses qui ont touché de près ou de loin le sport, cela représente 7,2 milliards d'euros en 2024»*, affirme le député Renaissance de Saône-et-Loire Benjamin Dirx, rapporteur spécial du budget sport depuis 2019. Une enveloppe élargie qui comprend notamment l'enseignement du sport en milieu scolaire. Il renchérit : *«C'est très important que la politique publique continue d'encourager l'activité physique. Le sport est un endroit où il y a de la mixité sociale, où toutes les catégories socioprofessionnelles peuvent se retrouver.»* Emmanuel Macron a semblé d'avance vouloir répondre aux critiques en assurant : *«Je ne compte pas baisser le niveau d'engagement, ni pour les équipements, ni pour le sport à l'école, ni budgétaire.»*

Malgré la satisfaction du camp présidentiel, parlementaires de l'opposition et spécialistes du secteur dénoncent une hausse en *«trompe-l'œil»*. *«Le budget du ministère des Sports a été gonflé par un certain nombre de crédits essentiellement liés aux Jeux*, analyse Christophe Lepetit. *A partir de 2018, le ministère se met par exemple à financer, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, la Solidéo, la société de livraison des ouvrages olympiques, et le comité d'organisation, ce qui est venu gonfler les chiffres du budget.»* Idem pour la mission sport. Quant au projet de loi de finances 2024, l'économiste appelle à la vigilance. Derrière les 60 millions d'euros supplémentaires dans le budget ministériel pour le sport, hors organisation des JOP, 40,2 millions étaient pourtant orientés vers ces derniers, avec le financement des primes pour les athlètes médaillés et du programme «gagner en France», accompagnant les sportifs de haut niveau. *«Après avoir neutralisé les éléments non reconductibles liés aux Jeux, on verra que la croissance réelle n'est pas si importante que ça»*, indique Christophe Lepetit, *«d'autant que cette hausse est aussi liée à l'inflation»*.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé de favoriser la pratique du sport au quotidien : depuis le début du premier quinquennat Macron, le gouvernement n'a pas manqué d'idées, comme l'annonce récente de trente minutes d'exercice physique par jour pour les élèves. *«On a construit de nouveaux équipements, notamment en raison des JOP, qui vont rester après. On a aussi rénové des gymnases, des piscines, des cours d'école pour que les élèves puissent y faire du sport»*, défend Benjamin Dirx, faisant référence au plan «5 000 terrains de sport», lancé en 2021 pour la construction de nouveaux équipements sportifs, avec une enveloppe de 200 millions d'euros.



«IL Y A BEAUCOUP D'INÉGALITÉS»

«Une bonne chose», mais qui rate globalement l'essentiel du problème selon certains professionnels. Hugo Pontais, professeur d'EPS, syndiqué au Snep-FSU, dénonce l'hypocrisie de ces projets qui ne répondent que très peu aux besoins des collectivités : *«Ce ne sont pas des équipements structurants comme des gymnases ou des piscines, dont on manque grandement. Ce sont par exemple des aménagements de musculation en plein air, qui ne permettent pas d'accueillir de nouveaux sportifs. Il y a aussi beaucoup d'inégalités en ce qui concerne la construction et la présence*





PHOTO MYRIAM TIRLER. HANS LUCAS

d'équipements en fonction des territoires et des niveaux de richesse.» Le plan «5000 terrains de sport» a été réitéré début 2024 avec une enveloppe de 300 millions d'euros, et se poursuivra jusqu'en 2026. Mais *«la grande difficulté aujourd'hui, c'est la vétusté des équipements traditionnels, or ce deuxième plan ne concerne que des équipements nouveaux»*, déplore Jean-Jacques Lozach, sénateur PS de la Creuse et rapporteur pour avis du budget des sports cette année. Il rappelle que 40% de ces équipements ont aujourd'hui plus de quarante ans, et qu'ils n'ont, pour la plupart, jamais été rénovés. En août 2023, le gymnase du village de Conches-sur-Gondoire (Seine-et-Marne) a par exemple dû fermer définitivement ses portes en raison de sa vétusté et de sa dangerosité. Une catastrophe pour la commune, alors que s'y déroulaient des cours multisports, des stages sportifs, et les cours d'EPS des écoliers, obligés depuis de se rendre dans le village voisin. Un autre problème est pointé par les professionnels: celui des coûts énergétiques, très difficiles à supporter. Hugo Pontais raconte: *«En hiver, on doit fermer des gymnases car on n'a pas les moyens de payer le chauffage. C'est pour ça qu'on dit que le budget alloué au sport est largement insuffisant. Il ne prend pas en compte toutes les problématiques et les réalités.»*

«CE QUI COMPTE, C'EST L'HÉRITAGE DES JOP»

Autre occasion manquée du gouvernement: le méconnu pass sport. Mis en place en 2021, il offre une aide de 50 euros à la prise d'une licence sportive, sous condition. *«Un niveau très faible»*, regrette Jean-Jacques Lozach, qui avait porté le projet au Sénat en 2019. *«De plus, le pass sport tel qu'il est actuellement ne permet pas de développer la pratique des primo-accédants.»* C'est pourquoi le sénateur souhaiterait l'élargissement de cette aide à l'achat d'équipements sportifs ainsi qu'une meilleure communication pour faire connaître le dispositif. Faute d'utilisateurs, 15 millions d'euros alloués au pass sport ont été coupés dans le budget 2024. Le camp présidentiel ne désespère cependant pas de le faire connaître: *«Il va y avoir une forte effervescence, liée aux JOP»*, prédit Benjamin Dirx. Appréciation générale de Christophe Lepetit? *«Des choses ont été faites, mais ce n'est pas assez pour faire de la pratique sportive un élément incontournable de la vie des Français.»*

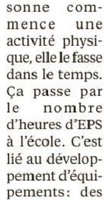
L'engouement engendré par les Jeux olympiques redonnera-t-il une place plus importante au budget sport? *«Tout porte à penser que le budget va diminuer»*, tranche Régis Juanico, ancien député socialiste de la Loire, spécialiste des questions sportives. Le gouvernement a déjà gelé début juillet une partie des crédits de la deuxième vague du plan «5000 terrains de sport». *«Après une telle ferveur populaire, le gouvernement se ridiculiserait à rester à un niveau budgétaire aussi bas»*, lâche amèrement Jean-Jacques Lozach. *«Beaucoup d'acteurs du sport dans les collectivités redoutent que ce qui a été annoncé comme un souffle, fin 2023, finisse sous forme de soufflé après les JOP»*, s'inquiète Régis Juanico. D'autant que les collectivités territoriales puisent déjà beaucoup dans leur budget pour financer les activités sportives. En 2022, elles y avaient consacré 14 milliards d'euros, soit quatorze fois le budget du ministère des Sports.

«Ce qui compte, c'est l'héritage des JOP, sinon les organiser n'aura servi à rien. Il faut continuer à augmenter les budgets pour le sport», argue Michel Savin. Une loi héritage JOP devait d'ailleurs être débattue à la rentrée, mais la dissolution l'a mise en suspens. Jean-Jacques Lozach espère pouvoir enfin faire passer un amendement – retoqué à plusieurs reprises par le gouvernement – pour déplafonner les recettes des taxes liées aux paris sportifs afin de financer le développement de la pratique sportive. Cette fois pourrait être la bonne: *«Toutes les options sont ouvertes»*, a répondu le ministère des Sports auprès de *Libération*. De son côté, Michel Savin affirme: *«Il faut un vrai plan Marshall pour relancer les activités sportives, notamment sur les équipements structurants. Ça permettrait de rattraper le retard qu'on accumule depuis une trentaine d'années.» «Après la parenthèse enchantée, le moment est venu d'entrer dans une spirale vertueuse»*, conclut Jean-Jacques Lozach.

«Il faut placer l'activité physique au cœur de la vie des gens»

Maxime Sauvage, chargé des sports au PS, veut perpétuer l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques grâce à des politiques publiques inclusives.

«L'*esprit de ces JO ne doit pas être une parenthèse»*, a rappelé mi-août le socialiste Maxime Sauvage dans un communiqué cosigné avec son premier secrétaire, Olivier Faure. L'occasion pour l'élu du XX^e arrondissement de Paris et chargé des sports au sein du parti de défendre l'importance des activités physiques et sportives et des moyens nécessaires à leur développement.



Comment perpétuer l'héritage des JOP et l'engouement qu'ils ont suscité?

La ferveur était propre à l'événement, elle va retomber, c'est sûr. Mais davantage de personnes voudront faire du sport. Il faudra pouvoir les convaincre de s'engager dans le temps long. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il est trop tard pour être en capacité d'accueillir tous les nouveaux participants qui vont frapper aux portes des clubs. Il va falloir rattraper ce qui n'a pas été anticipé. L'Etat doit se réveiller.

Quelles sont les politiques publiques à développer pour favoriser la pratique d'activités physiques?

Il y a deux choses: faciliter la pratique du sport et faire en sorte que lorsqu'une personne commence une activité physique, elle le fasse dans le temps. Ça passe par le nombre d'heures d'EPS à l'école. C'est lié au développement d'équipements: des piscines, des gymnases... Et ce dans tous les territoires, que ce soit dans la grande ruralité, dans les outre-mer, ou dans les quartiers prioritaires de la ville. Il faut aussi accompagner les familles, notamment les plus précaires. On a besoin d'une vision qui place l'activité physique au cœur de la vie des gens, de l'école jusqu'à l'Ehpad.

Comment la gauche pourrait-elle se saisir de la question?

Le seul programme qui parlait de sport lors des législatives était celui du Nouveau Front populaire. Et pour le financer, on souhaite passer le budget du ministère des Sports à 1%, contre 0,2% aujourd'hui. Afin de développer la pratique sportive, on propose de construire 10000 équipements et investir dans la rénovation d'infrastructures existantes, notamment au niveau énergétique. On souhaite aussi promouvoir l'inclusivité pour les femmes, que ce soit dans les infrastructures en plein air ou intérieures, et pour les personnes en situation de handicap. On veut aussi se concentrer sur les emplois aidés afin qu'il y ait suffisamment de personnel. Quant à l'école, nous rendrions obligatoire la pratique de l'EPS à hauteur de quatre heures par semaine, du CP à la terminale.

Recueilli par **E.R.** *et* **N.J.**





Fraude aux quotas: dans l'Aude, des pêcheurs amateurs de thon rouge pris dans les filets de l'Etat

Trois années d'enquête : c'est le temps qu'il a fallu à l'Office français de la biodiversité pour boucler ce dossier. Mais les agents n'ont pas galéré pour rien, leur vaste opération a abouti, à Narbonne, à la mise en cause de 67 personnes – dont un club et une fédération nationale – pour *«fraude à la pêche de loisir du thon rouge»*. Elles encourent une peine maximale de 22 500 euros. PHOTO NATURIMAGES



Un Canadair à Nîmes le 2 juin. PHOTO DANIEL COLE. AFP

Incendies: les **Canadair** français pas à la hauteur

Vieux de plusieurs décennies, les célèbres avions utilisés par les pompiers pour lutter contre les feux de forêt sont souvent en maintenance. Et leurs remplaçants canadiens ne sont pas près d'arriver.

Par **FABIEN LEBOUCQ** et **CAMILLE SCIAUVAUD**

L'HISTOIRE DU JOUR

C'était l'incendie *«le plus important de la saison»* dans l'Hérault, selon le préfet du département, François-Xavier Lauch. Le feu, qui a démarré à Frontignan dans l'après-midi de dimanche, a été maîtrisé le jour même par 400 pompiers, après avoir ravagé 350 hectares de pinède. La zone fait toujours l'objet d'une surveillance accrue en raison de vents susceptibles d'accélérer tout nouveau départ de feu. Simultanément, à Canet-en-Roussillon, dans les Pyrénées-Orientales, un incendie s'est déclaré dans la nuit de dimanche à lundi, faisant onze blessés légers et obligeant à évacuer 3 000 vacanciers d'un camping. Plus largement, une grande partie du sud du pays était placée en vigilance orange «danger feux» lundi par Météo France.

La France est de plus en plus souvent confrontée à ce genre d'incendies en période estivale. Pour l'instant, le bilan est moins alarmant que les années précédentes. *«4 000 hectares ont brûlé»* en France en 2024, *«contre 12 000 à la même date l'année dernière»*, a déclaré le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, lors d'un déplacement à Frontignan lundi. *«On est sur un été plutôt clément»*, a complété le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, également démissionnaire, à ses côtés. Mais chaque été ravive les inquiétudes concernant la préparation de la sécurité civile, dont la flotte est pour partie clouée au sol, comme l'a souligné *la Marseillaise* dans son édition de lundi. *«Sur douze Canadair, en moyenne six sont opérationnels. Certains jours ça peut tomber à deux, et dans des cas exceptionnels on peut monter à dix»*, expose Benoît Quennepoix, pilote et secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant de l'aéronautique civile (SNPNAC). Une indisponibilité d'autant plus handicapante que ces avions ont vocation à larguer leurs 6 000 litres sur les *«fronts de feu»* (la ligne qui marque l'avant de l'incendie), et sont donc plus efficaces quand ils sont utilisés en norias, précise Sébastien Delavoux, animateur du collectif de la CGT des Services départementaux d'incendie et de secours.

Difficulté. Pour expliquer le maintien au sol d'un grand nombre de Canadair, Benoît Quennepoix pointe du doigt *«un manque d'effectifs»* de l'entreprise chargée de la maintenance, Sabena Technics, qui allonge les délais d'intervention. En cause, des départs non remplacés et les conditions de travail dégradées, qui ont suscité le mécontentement des techniciens, et une grève de quelques jours au printemps. *«A cette période, on avait entre zéro et deux Canadair disponibles»*, explique le secrétaire général du SNPNAC. Qui rappelle que, jusqu'en 2027, Sabena Technics est seule titulaire de la maintenance de ces appareils. Pour faire face à ce type de difficultés, chaque année depuis 2020, des aéronefs sont loués à des entreprises privées. Une solution coûteuse et de court terme, selon Benoît Quennepoix qui préférerait *«le renouvellement de la flotte permanente et l'augmentation de son nombre d'avions»*.

Sur le papier, la France dispose de douze Canadair et de trois Beechcraft, établit un rapport de juillet 2023 signé par le sénateur Jean Pierre Vogel (LR). Et mis à part huit avions Dash acquis récemment, qui ont davantage de contenance mais sont plus longs à charger en eau, ces appareils ont au minimum… 23 ans (près du double pour les Beechcraft). Contrairement à la promesse présidentielle, formulée en 2022, de renouveler la flotte de Canadair d'ici à 2027, la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), citée dans le rapport, indiquait que *«la France ne pourrait espérer bénéficier de la livraison que de deux appareils dans les cinq prochaines années»*. En cause: le monopole de l'entreprise De Havilland Canada (DHC), et sa *«décision tardive»*, en 2022, de lancer sa production de ce nouveau modèle d'avion, selon le sénateur.

Délais. *«Je ne peux pas vous dire que l'entreprise n'a pas commencé à produire ces avions, mais je peux vous dire qu'on n'arrive pas à avoir les informations»* sur les délais de production et de livraison, s'agace Sébastien Delavoux. D'après une récente communication de la DGSCGC, les deux premiers avions DHC-515 seront livrés en France en 2028. Une *«version optimiste»* du calendrier, estime le représentant de la CGT. Au total, seize aéronefs de ce type – dont deux financés par le fonds européen rescEU – sont censés venir remplacer les douze vieux Canadair, souligne un rapport d'information des députés Lisa Belluco (Les Ecologistes) et Didier Lemaire (Horizons) daté de l'été 2023. Pour réduire la dépendance à une entreprise étrangère, les élus recommandent, *«à l'échelle européenne, [de] mettre en œuvre une politique industrielle assurant la souveraineté de l'UE en matière d'acquisition de matériels et de technologies dans le domaine de la sécurité civile»*. La France a déjà misé sur l'Europe pour ses hélicoptères, puisqu'un marché a été conclu en début d'année avec Airbus pour l'acquisition de 42 appareils à destination de la gendarmerie et de la sécurité civile – ils pourront transporter *«près de 1 000 litres, [ce] qui permettra de disposer d'une capacité d'attaque immédiate des feux naissants»*, selon le communiqué du ministère de l'Intérieur.



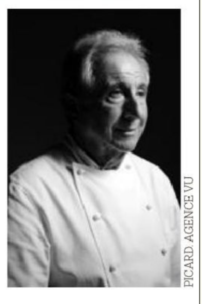


Série Amours cachées : «Je sais déjà que mes parents ne vont pas accepter mon conjoint»

Ils et elles ont décidé de vivre un amour secret, à l'abri des regards de leurs proches. Pour le meilleur et pour le pire. Dans le premier épisode, Farah, trentenaire, musulmane, raconte pourquoi elle cache à ses parents qu'elle est en couple depuis quatre ans avec Tom, un non-musulman.

PHOTOMONTAGE LIBERATION. GETTY IMAGES

Disparition Michel Guérard, mort du précurseur de la «cuisine minceur»



PICARD. AGENCE VU

«Constamment en mouvement, boute-en-train, se servant de sa petite taille pour faire le pitre, le nez long, l'œil bleu du poète, il a été une star, en un temps où la télévision venait juste de passer à la couleur.» C'est ainsi que *Libération* décrivait, dans un portrait de 2001, le chef triplement étoilé Michel Guérard, mort lundi à 91 ans. Premier chef français à faire la une du magazine américain *Time*, à la tête de la table du Pré d'Eugénie à Eugénie-les-Bains (Landes) au moment de sa mort, il était considéré par certains critiques et nombre de ses pairs comme l'un des cuisiniers les plus talentueux du XXe siècle.

Dans les années 70, Michel Guérard a révolutionné la gastronomie avec la Nouvelle Cuisine, dont il fut l'un des chefs de file, et inventé un répertoire savoureux de «cuisine minceur» pour les gourmands soucieux de leur ligne. *«A l'époque, sans équivoque, cette cuisine fait du bruit. Elle donne un coup de frais et de léger à la grande tradition française, presque inchangée depuis le XIXe siècle et les livres d'Auguste Escoffier»*, retraçait *Libé* en 2018.

Né le 27 mars 1933 à Vétheuil (Val-d'Oise), ce fils de bouchers doit abandonner très tôt ses études. Alors qu'il rêvait d'être médecin, il fait son apprentissage en pâtisserie à Mantes-la-Jolie. Meilleur ouvrier de France à 25 ans, Michel Guérard exerce ses talents dans les cuisines du Crillon, puis celles du Lido, mais c'est dans un «boui-boui» de banlieue parisienne qu'il acquiert ses lettres de noblesse. En 1965, il achète le Pot-au-feu, un ancien petit bistrot nord-africain d'Asnières. Après des débuts difficiles, il y fera venir le Tout-Paris, avant de s'installer dans les Landes en 1974.

KIM HULLOT-GUIOT

Le Bangladesh veut faire la lumière sur les prisons secrètes de Sheikh Hasina

REPORTAGE

Leurs histoires commencent toutes par une déchirure. Un jour ordinaire, sans prévenir, il ou elle a été emmené(e) de force et n'est jamais revenu(e). Frères, sœurs, épouses, enfants… ce 15 août, ils sont une centaine à manifester devant les grilles du Club de la presse de Dacca, capitale du Bangladesh. Certains brandissent des portraits du disparu, d'autres crient leurs insoutenables années d'attente et leur impatience. L'ONG Mayer Daak («l'appel des mères»), qui recense au moins 600 disparitions forcées depuis 2009, a donné rendez-vous aux familles pour réclamer l'ouverture des portes et des archives d'Aynaghar, le réseau de prisons de Sheikh Hasina, restée quinze ans Première ministre avant d'être chassée du pouvoir le 5 août.

«En 2014, nous allions partir vers la ville de Chittagong quand des policiers ont soudainement frappé à la porte de la maison, se souvient Imon Omar, 30 ans, très ému. *Sous mes yeux, ils ont embarqué mon père. Les jours, puis les années ont passé, mais il n'est jamais revenu.»* Commence alors la recherche désespérée du disparu, auprès de toutes les autorités possibles. *«On s'est tournés vers la police, puis le Detective Branch ou les services de renseignement, mais personne ne nous a donné la moindre réponse,* raconte Moinul Hussain, un médecin qui a vu son frère se volatiliser. *Sheikh Hasina nous a même reçus et juré qu'elle ne savait rien.»*

Comme beaucoup des disparus, le père d'Imon Omar était un opposant, secrétaire du Bangladesh Nationalist Party, la principale formation politique à faire face à la Ligue Awami de Sheikh Hasina. Mais même certains fidèles du régime en place n'ont pas été épargnés, comme le petit frère de Moinul Hussain, président de la Ligue Chhatra, branche jeunesse de la Ligue Awami.

«Leur cible type, c'était les opposants influents mais pas trop. Le genre de figures capables d'organiser une résistance et des rassemblements au niveau local», détaille Afra Anjun, 28 ans, de Mayer Daak, dont l'oncle a disparu en 2013. Parmi les responsables, les Bataillons d'action rapide sont sur toutes les lèvres. *«Ils avaient été créés pour délivrer une justice expéditive qui au départ plaisait à la classe moyenne. Mais alors que le régime se durcissait, ces bataillons ont fait régner la terreur dans tout le pays et en toute impunité»*, décrit C.R. Abrar, président de l'organisation de défense des droits humains Odhikar, présent au rassemblement. Ceux qui disparaissaient se retrouvaient en enfer. *«Il y avait des caches d'Aynaghar dans tout le pays. Ils étaient torturés, les yeux bandés et totalement isolés, pendant des années»*, décrit Afra Anjun.

Depuis l'arrivée de Muhammad Yunus à la tête d'un gouvernement de transition démocratique, certains sont sortis. L'avocat Mir Ahmad, du parti islamiste Jamaat-e-Islami, ennemi juré de la Ligue Awami, témoigne depuis l'hôpital : *«J'ai perdu la notion du temps dans une pièce sans fenêtre pendant huit ans. Ils mettaient de la musique forte pour m'empêcher d'entendre l'appel à la prière. Ce que j'entendais par contre, c'était les cris et les pleurs des autres détenus.»*

Muhammad Yunus, pour qui le départ de Sheikh Hasina est une *«deuxième indépendance»* pour le Bangladesh, a promis la libération de tous les prisonniers politiques. Mais celle-ci se fait attendre. Devant le siège des services de renseignement, des familles font face quotidiennement aux gardes, tentant d'arracher des informations à l'accueil. *«On m'a montré une liste des prisonniers encore vivants où figure mon père. Je veux croire qu'il est en vie mais je n'ai pas de nouvelles»*, raconte Imon Omar.

Indispensable au deuil, la vérité le sera aussi pour juger et tourner la page du régime de Sheikh Hasina. *«Malgré ce qu'elle dit, elle a personnellement ordonné chacun des enlèvements,* juge Afra Anjun. *Mais il serait trop facile que tous les autres disent qu'ils n'ont fait que suivre les ordres.»* Mais jusqu'où traquer les serviteurs de Sheikh Hasina ? *«Une grande partie de la société a été complice. Des profs d'universités et des journalistes ont contribué à la façade de démocratie qu'elle présentait aux yeux du monde. La route s'annonce difficile pour se réconcilier, mais on va y arriver.»*

CÔME BASTIN
Envoyé spécial à Dacca

A lire en intégralité sur *Libé.fr*

Au Soudan, les discussions piétinent malgré la famine

A mi-chemin des discussions, censées durer dix jours, l'un des deux belligérants est toujours absent. Le général Al-Burhan, chef de l'armée soudanaise et président du Conseil de souveraineté, refuse de s'asseoir à la même table que son rival, le général Hamdan Dagalo, dit «Hemetti», le leader des Forces de soutien rapide (RSF), une unité paramilitaire qui s'est rebellée contre l'armée en avril 2023. La session de négociations, organisée par les Etats-Unis, s'est ouverte le 14 août à Genève. Washington espère qu'elle pourra déboucher sur la signature d'un cessez-le-feu ou, a minima, un accord permettant l'acheminement d'aide humanitaire dans les régions menacées par la famine.

Hemetti, en quête de légitimité internationale, a envoyé une délégation en Suisse. Al-Burhan, lui, boycotte l'événement, en dépit de la pression de Washington. Il considère comme un affront que le Conseil de souveraineté et les Forces armées soudanaises – seules institutions représentatives de l'Etat soudanais, selon lui – soient placées sur un pied d'égalité avec *«les milices rebelles»* de Hemetti. Dimanche, le gouvernement du Soudan, nommé par Al-Burhan, a toutefois annoncé qu'il allait envoyer une délégation au Caire pour discuter de *«la mise en œuvre de la déclaration de Djedda»*, un accord humanitaire datant de mai 2023, resté lettre morte. Ce dispositif de médiation, avec les RSF représentées à Genève et le régime militaire soudanais au Caire, a-t-il la moindre chance d'aboutir ? *«Nous sommes en 2024. Grâce à la magie des téléphones et à d'autres moyens, nous ne sommes pas freinés par ce refus [de l'armée] de participer»*, a défendu l'envoyé spécial américain pour le Soudan, Tom Perriello.

Le général Al-Burhan, soucieux de ne pas apparaître comme le fossoyeur des négociations, a donné des gages de sa bonne foi, jeudi, en annonçant l'ouverture du poste-frontière d'Adré *«pour trois mois»*. Le passage par cette ville tchadienne, à l'ouest du Soudan, permettrait de faire entrer des vivres et des médicaments au Darfour, région dévastée par la guerre et où la famine a officiellement été déclarée le 1er août. Les pourparlers en cours à Genève sont précisément censés aborder cette question essentielle de l'aide humanitaire.

CÉLIAN MACÉ

A lire en intégralité sur *Libé.fr*.

Foot Thierry Henry quitte son poste de sélectionneur des Espoirs français



AFP

Son équipe a atteint la finale aux JO de Paris. Mais Thierry Henry raccroche. Le sélectionneur de l'équipe de France Espoirs (moins de 23 ans) a décidé de quitter son poste, a annoncé lundi la Fédération française de foot (FFF), précisant qu'il avait pris cette décision *«pour des raisons qui lui sont personnelles»*. Henry avait été nommé l'été dernier, jusqu'en juin 2025. La FFF va devoir rapidement lui trouver un remplaçant : les Bleuets doivent disputer en septembre deux rencontres qualificatives pour l'Euro 2025, contre la Slovénie et la Bosnie.

Yémen Au moins 60 morts depuis fin juillet dans des inondations

Les inondations provoquées par des pluies torrentielles au Yémen ont fait au moins 60 morts depuis fin juillet, et 13 personnes sont toujours portées disparues, a annoncé lundi l'ONU. Au total, près de 268 000 personnes ont été affectées, toujours selon l'ONU, qui note que *«les intempéries devraient persister jusqu'en septembre»*.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH



Libération est habilité pour toutes VOS ANNONCES LÉGALES sur les départements 75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

Vous voulez passer une annonce dans Libération

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
http://petites-annonces.liberation.fr





A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

ETELIB24

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom ______

Prénom ______

N° ______ Rue ______

Code postal ______ Ville ______

Numéro de téléphone ______

E-mail ______ @ ______

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement * ______

☐ **Règlement par carte bancaire**

Expire le ______ mois année

☐ **Règlement par prélèvement SEPA.** Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois (au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30.90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque). Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN ______

BIC ______

Signature obligatoire :

*La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous tâcherons de nous rapprocher le plus possible de la date souhaitée.
Offre pour les particuliers valable jusqu'au 31/08/2024 pour un abonnement en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un mail à donnees-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur https://www.liberation.fr/cgvu/

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Koh-Lanta. Télé-réalité. La Tribu Maudite. Présenté par Denis Brogniart. **23h40. CANAP 2002.** Magazine.

FRANCE 2
21h10. À corps perdus. Documentaire. **22h50. Timothée Adolphe, la légende du guépard blanc.** Documentaire.

FRANCE 3
21h10. Alex Hugo. Série. La fin des temps. Avec Mikaël Fitoussi, Samuel Le Bihan. **22h40. Alex Hugo.** Série. Seuls au monde. **00h25. Libre court.** Court-métrage.

CANAL+
21h00. Football : Lille / Slavia Prague. Sport. Barrages aller Qualifications pour la Ligue des Champions. **22.55 Débrief UEFA. 23.15 Le prix de la vengeance.** Film.

ARTE
20h55. Sous l'œil de Pékin – Total Trust. Documentaire. **22h30. Birmanie – Le rappeur qui défia la junte.** Doc.

M6
21h10. Zone interdite. Magazine. Nouvelles guerres du littoral : ils se battent contre la loi. **22h55. Zone interdite.** Magazine.

FRANCE 4
21h00. C'est beau !. Danse. **22h05. Corps et âme, dans les coulisses de l'Olympiade culturelle.** Documentaire.

FRANCE 5
21h00. Au bout c'est la mer. Doc. Fleuve Shannon. Saint-Laurent (Canada). **22h45. C dans l'air.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE
21h00. Le clan des siciliens. Policier. Avec Alain Delon, Jean Gabin. **23h05. Rocco et ses frères.** Film.

TMC
21h25. 90' Enquêtes. Magazine. Violence, incendie et délit de fuite : un été brûlant pour les policiers d'Orange. **22h50. 90' Enquêtes.** Mag.

W9
21h10. Astérix et Cléopâtre. Film d'animation. **22h25. Les douze travaux d'Astérix.** Film d'animation.

NRJ12
21h10. Just a gigolo. Comédie. Avec Kad Merad, Anne Charrier. **23h05. L'Italien.** Comédie. Avec Kad Merad.

C8
21h10. Soleil rouge. Aventures. Avec Charles Bronson, Alain Delon. **23h00. Mon nom est Personne.** Western. Avec Terence Hill.

TFX
21h05. Terrible jungle. Film d'aventure. Avec Catherine Deneuve. **22h50. Arthur 3 - La guerre des deux mondes.** Film d'animation.

CSTAR
21h10. La folie du camping-car. Documentaire. Épisode 1. **22h50. La folie du camping-car.** Documentaire. Épisode 2.

TF1 SÉRIES FILMS
20h45. Un secret bien gardé. Comédie. Avec Alexandra Daddario. **22h25. Tu peux garder un secret ?.** Comédie.

6TER
20h50. Le Gendarme se marie. Comédie. Avec Louis de Funès, Claude Gensac. **22h25. Le Gendarme à New York.** Comédie. Avec Louis de Funès, Michel Galabru.

CHÉRIE 25
21h05. Snapped : disparitions inquiétantes. Documentaire. **23h00. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.

RMC STORY
21h10. Alien Fiction. Documentaire. **23h00. Alien Fiction.** Documentaire.

LCP
20h30. Débatdoc. Doc. **21h30. Débatdoc - Le débat.** Mag. **22h00. Le laboratoire de la planète.** Documentaire.

MARDI 20

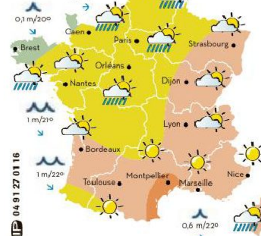
Le soleil s'impose sur les trois quarts du pays, sauf en Bretagne et en Normandie où il pleut. Le ciel se couvre des Pays de la Loire aux Hauts-de-France.

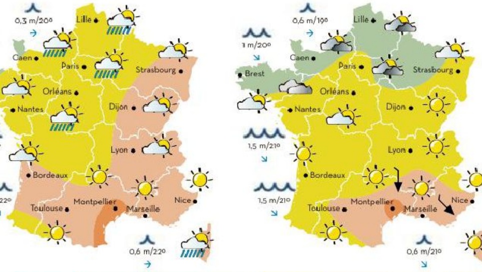
L'APRÈS-MIDI Les pluies bretonnes s'étendent à un tiers nord du pays. Le ciel se charge de l'Aquitaine au Grand Est. Le temps est estival ailleurs.

MERCREDI 21

Le ciel est très nuageux du sud-ouest au nord-est jusqu'en Rhône-Alpes avec un faible risque de quelques ondées. Les éclaircies dominent ailleurs dans la fraîcheur.

L'APRÈS-MIDI Le temps reste calme. Le ciel s'éclaircit du sud-ouest à l'est jusqu'au nord de la région Rhône-Alpes. Il fait relativement frais malgré un soleil assez généreux.





-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°

 Soleil  Éclaircies  Nuageux  Pluie  Couvert  Orage  Pluie/neige   Neige

Agitée · Peu agitée · Calme — Fort · Modéré · Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	16	22	Lyon	13	27	Alger	22	29
Caen	17	23	Bordeaux	15	26	Berlin	14	27
Brest	17	20	Toulouse	15	26	Bruxelles	15	23
Nantes	18	24	Montpellier	17	33	Jérusalem	21	32
Paris	14	22	Marseille	19	32	Londres	18	22
Strasbourg	14	26	Nice	23	30	Madrid	22	37
Dijon	15	27	Ajaccio	20	29	New York	18	23

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5356 MOYEN

4	7	5				9		
	8				1		3	
1		9	5		4			8
				3				7
			8	4	2			
2	6			5				
3			4			7	9	1
	9		6				8	
		8				5		3

SUDOKU 5356 DIFFICILE

	9						1	
	1	2		6	7	5	4	
		7	8		4	9		
	2		7	4	3			
7	3		1		9		6	4
			6	5	2			
		3	2		1	4		
	4	1				7	8	
	7						3	

Solutions des grilles précédentes

MOYEN

9	5	6	1	2	8	7	3	4
7	8	2	3	4	6	5	9	1
4	3	1	5	9	7	6	2	8
2	1	3	8	6	5	4	7	9
5	6	9	4	7	1	3	8	2
8	7	4	9	3	2	1	5	6
6	4	7	2	5	9	8	1	3
1	9	5	6	8	3	2	4	7
3	2	8	7	1	4	9	6	5

4	3	1	5	6	2	7	8	9
9	5	2	7	4	8	6	1	3
6	7	8	9	1	3	4	2	5
7	1	4	6	5	9	8	3	2
2	6	5	8	3	1	9	7	4
3	8	9	4	2	7	1	5	6
8	4	3	2	7	6	5	9	1
5	2	7	1	9	4	3	6	8
1	9	6	3	8	5	2	4	7

DIFFICILE



Kamala Harris et le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, à Glendale (Arizona), le 9 août. PHOTO JULIA NIKHINSON. AP

«Kamala Harris et Tim Walz ont déjà élargi leur base»

Pour l'écrivaine américaine Siri Hustvedt, Donald Trump utilise le racisme pour radicaliser ses soutiens, mais la plupart des électeurs ne veulent pas de l'imaginaire collectif qu'il porte. Et l'enthousiasme que soulève la candidate démocrate, alors que s'ouvre la convention de Chicago, est un bon présage pour l'élection.

Recueilli par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

En 2020, l'écrivaine Siri Hustvedt a été, avec son mari Paul Auster, l'une des fondatrices du mouvement Writers Against Trump. Depuis, ce petit groupe a grossi et s'est rebaptisé Writers for Democratic Action. Des auteurs sont chargés de sensibiliser les électeurs notamment les plus jeunes ou ceux qui n'ont pas voté depuis longtemps pour qu'ils se rendent aux urnes. Et Siri Hustvedt y joue toujours un rôle important même si Paul Auster n'est plus là. Nous l'avons jointe aux Etats-Unis à la veille de la convention démocrate qui se déroule cette semaine à Chicago.

En quoi cette convention est-elle une étape importante?

L'une des grandes inquiétudes de Paul avant sa mort, c'était que les démocrates se divisent, l'enjeu de cette convention est de montrer l'unité. Il risque d'y avoir, cette semaine, de grandes manifestations en faveur de Gaza, et il faut voir comment ça tourne. Vous ne vous en souvenez peut-être pas mais, en 1968 à Chicago, des manifestations devant la convention démocrate avaient été réprimées de façon très violente par la police, un vrai cauchemar. La façon dont la police va gérer les manifestations pro-palestiniennes va donc être cruciale.

Si des images terribles de division et de violence émaillent cette convention, cela pourrait clairement avoir un impact sur l'élection. Les manifestants pro-palestiniens sont pour la plupart non violents, ce ne sont pas des gens qui jettent des bombes, ce sont juste des gens très pacifiques qui veulent faire entendre leur point de vue. Souvent les situations explosives sont générées par la police. Sans parler de son racisme systémique et personnel. Nous devons donc prier laïquement pour que, à Chicago, la police ne surréagisse pas. Pour l'instant, cette convention se profile avec beaucoup d'enthousiasme, c'est un bon présage pour l'élection.



MAHKA ESLAMI

Concernant Israël, Kamala Harris s'est montrée bien plus critique que Joe Biden…

C'est, à mon avis, une question de génération. Joe Biden a été profondément marqué par la Shoah, il en garde une loyauté inébranlable à l'égard d'Israël. Kamala Harris n'a pas la même proximité avec la Seconde Guerre mondiale, elle voit les horreurs infligées au peuple de Gaza qui, bien sûr, doivent être distinguées des horreurs perpétrées par le Hamas le 7 octobre. Le problème, c'est que beaucoup de gens ont du mal à distinguer les deux. Sur cette question, Kamala Harris marche donc sur un fil mais, jusqu'à présent, je trouve qu'elle ne s'en sort pas si mal.

L'enthousiasme qu'elle suscite vous surprend?

C'est très intéressant de voir comment, avec Tim Walz, ils sont devenus des stars médiatiques dans un pays qui reste encore très raciste et misogyne. Je commence à être optimiste sur le fait que les Américains vont élire non seulement la première femme à la tête des Etats-Unis, mais en plus la première femme de couleur, ce serait un événement extraordinaire dans ce pays.

Bien sûr, il y a eu Barack Obama. Mais la présidence de Joe Biden s'est effectuée bien plus à gauche que celle de Barack Obama. Je crois surtout que le pays a changé. Joe Biden, s'il avait eu l'appui du Congrès aurait pu aligner les Etats-Unis sur les pays d'Europe occidentale en termes de justice et d'aides sociales. Il a quand même passé des lois importantes, et cet héritage est intact.

Vous ne craignez pas que cet enthousiasme nous aveugle?

J'ai une vision assez cynique des médias mainstream aux Etats-Unis; ce sont, pour la plupart, des organes néolibéraux et très conformistes qui flattent une partie de leur audience. Aujourd'hui, Kamala Harris et Tim Walz vivent une véritable lune de miel avec les médias, et les réseaux sociaux y sont pour beaucoup, Tik Tok notamment. Même s'ils y ont aussi leurs détracteurs.

Ces deux-là captent des votes qu'ils n'avaient pas avant, ils ont déjà élargi leur base électorale. Il y a une lame de fond dont les médias n'ont pas encore vu l'ampleur. D'ailleurs, Donald Trump, qui est un vrai psychopathe, a l'air maintenant furieux et grincheux.

Vous pensez que Joe Biden aurait pu être élu?

Quatre ans de mandat, c'est physiquement très éprouvant pour un homme âgé, qu'il soit malade ou pas. Regardez Barack Obama, ses cheveux ont blanchi très vite, il a pris un coup de vieux terrible. Je pense donc que Joe Biden a pris la bonne décision, car il aurait sans doute perdu cette élection, et la postérité lui saura gré de s'être sacrifié pour que les démocrates puissent l'emporter.

Le racisme reste quand même très fort aux Etats-Unis…

Donald Trump essaye par tous les moyens d'agiter ça contre Kamala Harris. Il utilise le racisme pour radicaliser encore plus les gens qui votent pour lui. Le fait que Kamala Harris soit une femme de couleur est un argument pour ces gens-là. Mais ils représentent une petite partie des Américains. Et, aux yeux de tous les autres, Donald Trump passe pour un imbécile. Cela ne prend pas. Le racisme existe dans le monde entier, mais nous avons un racisme particulier aux Etats-Unis: les femmes noires en sont les premières victimes, car cibles des misogynes et des racistes.

Donald Trump incarne précisément les deux: pour lui, il y a une pyramide dont il serait le sommet en tant que mâle blanc et dont les femmes noires occuperaient les plus bas échelons. Vous savez qu'aux Etats-Unis, il y a longtemps eu cette imagerie de la femme qui reste à la maison à s'occuper des enfants pendant que le mari travaille, une femme vulnérable qui aurait besoin d'être protégée par un homme. Comme on le sait tous, les femmes qui travaillent n'ont jamais été dans cette situation, et je ne parle même pas des esclaves. A cause de l'héritage de l'esclavage, les femmes noires ont cette image de femmes plus agressives et plus masculines que les femmes blanches, un stéréotype horrible, misogyne et raciste. Ce qui est intéressant, c'est que la jeune génération n'est pas du tout dans cet état d'esprit là. Le genre et la race ne sont plus un sujet.

Comme je l'ai toujours dit, la race est une fiction rendue réelle par l'histoire, ce n'est pas une réalité biologique. Je ne dis pas que les démocrates vont forcément l'emporter, mais je vous dis ce que Kamala Harris a révélé: les choses ont changé dans l'imaginaire collectif depuis l'élection de Donald Trump.

Vous n'avez pas peur que Donald Trump en appelle à la violence s'il perd en novembre?

Je ne pense pas que cet homme acceptera de retomber dans les limbes de façon pacifique. Il ne va pas disparaître et, pire, ses supporteurs ne vont pas disparaître non plus. Mais ce que l'on a vu le 6 janvier 2021 au Capitole, ce n'était pas des gens très organisés ni disciplinés. La plupart étaient des hooligans qui se sont effondrés face au FBI. Le 6 janvier a été la célébration du suprémacisme blanc par des hooligans. Et je ne crois pas que les militaires, aux Etats-Unis, soient disposés à couvrir ce genre d'action. Les républicains ont été très forts pour présenter l'Amérique comme un enfer sur terre. Et, à l'exception des plus radicaux, les gens sont fatigués d'avoir cette image. ◆



JO de Paris 2024 : pouvez-vous vibrer sans nous tyranniser ?

L'écrivain Stéphane Lambert revendique un droit à la dissonance face à l'unanimisme olympique. Les dogmatiques défenseurs des Jeux cherchent à anéantir la réalité et l'essence des différences.

Nous venons de vivre quinze douloureux jours dans l'unanimisme olympique où ceux qui ne participaient pas à cette «magie des Jeux» étaient taxés tantôt de «rabat-joie», tantôt de «peine-à-jouir». Il existe donc une tyrannie de la joie officielle qui ostracise et condamne ceux qui n'y sont pas réceptifs. Dans ce contexte, chacun était tenu d'exprimer le plus grand enthousiasme à l'égard des exploits sportifs même s'il n'adhérait pas à ce vain esprit de compétition. Pour ne pas subir la foudre de l'opprobre, chacun devait feindre que l'artifice de cette fièvre collective allait réparer tout ce qui était abîmé, et bien plus encore. Au terme de cette exaltation populaire programmée, le monde irait enfin mieux. Pourtant ce monde savait pertinemment, quand il s'autorisait la clairvoyance, que la tonitruance d'un tel événement mondialisé était le contraire d'une guérison : le sport spectacularisé à cette échelle concentrait tous les ingrédients propices à l'accélération de notre chute. Le culte de la performance individuelle, dont on peut raisonnablement se demander quelle est la pertinence sinon de sombrer toujours plus dans la surenchère du sensationnalisme et l'hypertrophie des ego, était au service du capitalisme international et de ses lois nébuleuses.

Camoufler le moins glorieux

Qui pouvait encore en douter ? Le partage des médailles entre les deux grandes puissances qu'étaient la Chine et les Etats-Unis, loin de désamorcer les tensions géopolitiques, en traduisait l'acuité. A l'heure où des villes se rebellaient contre les effets destructeurs du surtourisme, où des températures records faisaient flamber Athènes, les Jeux olympiques provoquaient et promouvaient la dynamique dévastatrice des déplacements de masse dont tout nous indiquait qu'ils n'étaient plus tenables.

Dans les journaux télévisés, ces informations se succédaient sans que les chaînes, avides d'audience, ne fassent le rapprochement entre les causes, qu'elles encensaient, et les conséquences, dont elles s'alarmaient. Dans cette logique absurde, l'autosatisfaction des *heureux* organisateurs continuait de triompher.

Le contentement camouflait le moins glorieux. La condition d'un enchantement généralisé était basée sur la mise sous silence de tout ce qui pouvait l'altérer.

Face à une réussite si fortement autoproclamée, je veux ici, au nom de ceux qui souffrent sous cet étouffoir médiatique, soustraire ma voix au concert de louanges et revendiquer le droit à la dissonance. Serait-ce envisageable d'adjoindre aux nombreuses vertus attribuées au sport celle d'accepter que certains se désintéressent de son spectacle ? Ou le bonheur de ces rendez-vous sportifs dépend-il impérativement de son uniformisation ? Les dogmatiques défenseurs des Jeux qui désignent comme des «rabat-joie» ceux qui ne répondent pas à leur injonction d'adhérer, cherchent au fond à anéantir la réalité et l'essence des différences.

En 1921, Carl Gustav Jung (1875-1961) a défini seize types de personnalités psychologiques, se départageant autour du caractère introverti ou extraverti des individus. En tant qu'introverti (comme au moins un tiers de la population), je me suis toujours senti mal dans les contextes collectifs et me suis épanoui dans des activités nécessitant une forme de retrait social. La manière humaniste dont Jung appréhenda l'introspection était révolutionnaire en ce sens qu'il ne la considérait plus comme une pathologie, mais comme une typologie psychologique. Il libéra ainsi les personnalités dites «réservées» de leur archaïque sentiment de culpabilité par rapport à ce qui les tenait naturellement à l'écart du nombre.

Corriger tout tempérament non normé ?

Il faut se souvenir que, jusqu'il y a peu, la société tentait de «contrarier» les gauchers dans leur évolution. Les Jeux olympiques seraient-ils devenus l'occasion de corriger à nouveau tout comportement ou tempérament qui ne correspond pas à la norme établie ? L'expression *«peine-à-jouir»*, par laquelle la maire de Paris a méprisamment qualifié ceux qui émettaient des réserves par rapport au projet des Jeux, est déconcertante dans la bouche d'une élue censée représenter tous ses administrés. Le qualificatif employé est d'autant plus grossier qu'il est volontairement mensonger : ceux qui ne jouissent pas d'une chose ne sont pas pour autant inaptes à jouir d'une autre. La bonne santé sociale ne repose-t-elle pas sur l'acceptation et le respect de la pluralité des pensées et des modes de vie ? La richesse de l'humanité s'est développée grâce à la complémentarité de ses différences. Les amateurs de compétition sportive sont-ils capables d'entendre cela : on peut aimer, et vibrer, sans imposer sa passion à tous ? Une joie qui ne supporterait pas une loi aussi saine entamerait gravement la liberté sur laquelle elle se fonde.

Par **STÉPHANE LAMBERT**


DR

Ecrivain

SIGNÉ COCO



CULTURE/



The Psychotic Monks «Prendre son entourage en compte, c'est plus punk que de détruire une chambre d'hôtel»

Chantre d'un rock brut et exalté, le groupe français, qui sort un album live et se produit jeudi à Rock en Seine, avance à rebours des mythes périmés de la défonce et des excès. Et parvient à afficher des engagements sincères en évitant l'écueil des chansons-slogans.

Par
LELO JIMMY BATISTA



Les Psychotic Monks sont, à cet instant précis, le meilleur groupe de rock en activité en France. On pourrait tempérer, atténuer, mesurer tout ça, mais on n'a pas tellement envie. Parce que ça semble parfaitement évident, à un niveau non seulement musical mais musculaire, cérébral, viscéral. Il y a les disques, déjà – qui ont pris l'an dernier un tournant dramatique avec l'ahurissant *Pink Colour Surgery*, tour de train fantôme dans une immense carrière de marbre, où les wagons sont malmenés par des guitares-fraise de dentiste, des basses techno et des rythmes heurtés, évoquant une collision entre Wire, Blawan, la discographie complète de Steve Albini et une machine à perforer le béton. Formule impossible à répliquer, à laquelle le groupe, formé en 2015 à Paris par Clément Caillierez, Martin Bejuy, Artie Dussaux et son frère Paul, est arrivé après un passage mouvementé entre punk et stoner rock (*Silence Slowly and Madly Shines*, 2017) et une brillante incursion dans la noise (*Private Meaning First*, 2019).
Le résultat de longues journées de répétition sans garde-fou à Saint-Ouen, dans la salle vide de Mains d'œuvres, pendant le confinement de 2020, qui ont profondément transformé l'expérience studio (morceaux-matières faits de samples, triturations qui vont chercher à la fois l'illumination et la confrontation) et fait exploser de manière encore plus spectaculaire le groupe sur scène. Ce dont vient témoigner aujourd'hui le fantastique *Talking Through Repetition*, disque live enregistré aux studios La Frette, au nord-ouest de Paris, en une prise, entre deux dates de tournée. Session toute en sécheresse et précision à la force de frappe maximale, revisitant dans des versions plus longues, plus denses et plus essentielles encore les sept titres centraux de *Pink Colour Surgery*.

«ON AVAIT ENVIE DE SORTIR D'UN FANTASME»

Mais l'histoire ne se limite pas au son. L'autre raison pour laquelle les Psychotic Monks se distinguent aussi nettement de la meute, c'est qu'ils ont réussi un tour excessivement périlleux. Devenir un groupe de rock au sens fondamental du terme – trois ou quatre personnes munies de guitares-basse-batterie, lancées dans une course vers un objectif inatteignable, toujours trop grand, trop fou, trop vrai – mais sans s'encombrer des vielles lunes généralement livrées avec le packaging. Le romantisme périmé de la défonce et des excès ; les slogans faussement émancipateurs à la «sois toi-même», «brise les règles», essentiels dans les années 60, mais déjà multirécupérés dans les années 80 où ils étaient largement utilisés par la publicité.
«On avait envie de sortir d'un fantasme, explique Paul Dussaux, assis à la table d'un bar du XIII^e arrondissement de Paris. *Tout le délire sexe, drogue et rock'n'roll, dont on vient malgré tout parce qu'on a tous écouté des groupes qui étaient là-dedans et qui restent des influences. Mais il nous a semblé qu'il était temps de transcender, de dépasser tout ça. C'est d'ailleurs quelque chose qu'on ressent beaucoup autour de nous, à la fois chez d'autres groupes, mais aussi dans les salles de concert, chez les équipes techniques, etc. On a reçu beaucoup de soutien à ce niveau. Prendre en compte son environnement, les gens qui t'entourent, c'est finalement plus punk aujourd'hui que de détruire une chambre d'hôtel.»*
Fatalement, le contraste surprend parfois – un patron de label nous confiait il y a peu avoir été étonné de les croiser dans les loges d'un festival *«silencieux, plongés dans des bouquins»*. Daniel Fox, bassiste des Irlandais de Gilla Band, qui a produit *Pink Colour Surgery* et supervisé le nouveau disque live, a lui aussi été un rien déstabilisé par ce groupe à la musique brute et exaltée, intenable sur scène mais qui en studio savait respecter l'espace et les besoins de chacun et ne s'imposait jamais de tunnels de travail forcené. *«Avec le temps, le besoin de se préserver est devenu primordial,* continue Paul. *Il y a quelques jours, on a annulé une date à Bristol en Angleterre. C'est la première fois en dix ans qu'on fait faux bond à quelqu'un, mais il arrive un moment où*



Les quatre membres des Psychotic Monks, en mai.
PHOTO DARIO HOLTZ

il faut être capable de s'écouter. Le groupe ne passe pas avant nos vies perso, notre santé. Le fait de l'avoir formulé clairement entre nous, ça a été important. Mais qu'on arrive désormais à l'appliquer l'est encore davantage. Beaucoup en sont conscients et n'arrivent pas à franchir le pas.»

«D'UN COUP, ÇA DEVIENT TROP MASCULIN»

Ces convictions, les Psychotic Monks tentent aujourd'hui de les appliquer au mieux, en travaillant par exemple avec les associations Consentis et Act Right pour afficher des messages de prévention sur leurs lieux de concerts, ou en communiquant abondamment avec leur public, sur les réseaux sociaux comme sur scène – en janvier 2023 à Paris, le groupe avait invité sur la scène de la Gaîté Lyrique Hamza Abuhamdia, artiste palestinien venu témoigner de la situation à Gaza, et l'association Voix d'Ezidis, qui donne la parole à la communauté yézidie du nord de l'Irak, victime depuis dix ans d'exactions commises par l'Etat islamique. Jusqu'à provoquer quelques tensions : fin 2023, leur passage dans l'émission *Echoes with Jehnny Beth* sur Arte a été la source de discussions animées avec la société de production à cause d'une banderole évoquant la situation au Moyen-Orient, présente sur tous les concerts du groupe (la banderole a finalement été visible à l'écran, partiellement cadrée par le réalisateur).

«Tout ça est assez nouveau, finalement. La prise de conscience date de 2019, qui a été une année particulière pour nous. On réalisait enfin notre rêve: une centaine de dates devant un public à fond, un passage par les Transmusicales de Rennes, une session pour la radio KEXP de Seattle [connue pour ses sessions filmées où passe toute la royauté du rock indépendant contemporain, ndlr]. *C'était fantastique mais on en est sortis assez lessivés, vidés.»* Une période qui a surtout permis au groupe de découvrir l'envers d'un décor un peu trop idéalisé et l'a amené à s'interroger sur ce qu'il pouvait véhiculer malgré lui. *«A la date du Trabendo à Paris, on a interrompu notre concert. Parfois tu sens dans le public un déséquilibre : d'un coup, ça devient trop masculin, trop violent… Là, ça avait carrément viré à l'agression avec coups de pied, crachats, on était obligés d'intervenir. On a ensuite expliqué ce choix sur les réseaux sociaux et là on a reçu des dizaines de message de gens qui nous avaient vus les semaines précédentes et qui nous rapportaient des histoires similaires. Le truc du mec qui vient se défouler devant un groupe après une journée compliquée, on l'entend. Nous sur scène, on se défoule aussi. Mais sans pour autant se mettre des tartes entre nous. Il y a un contrat à respecter.»*

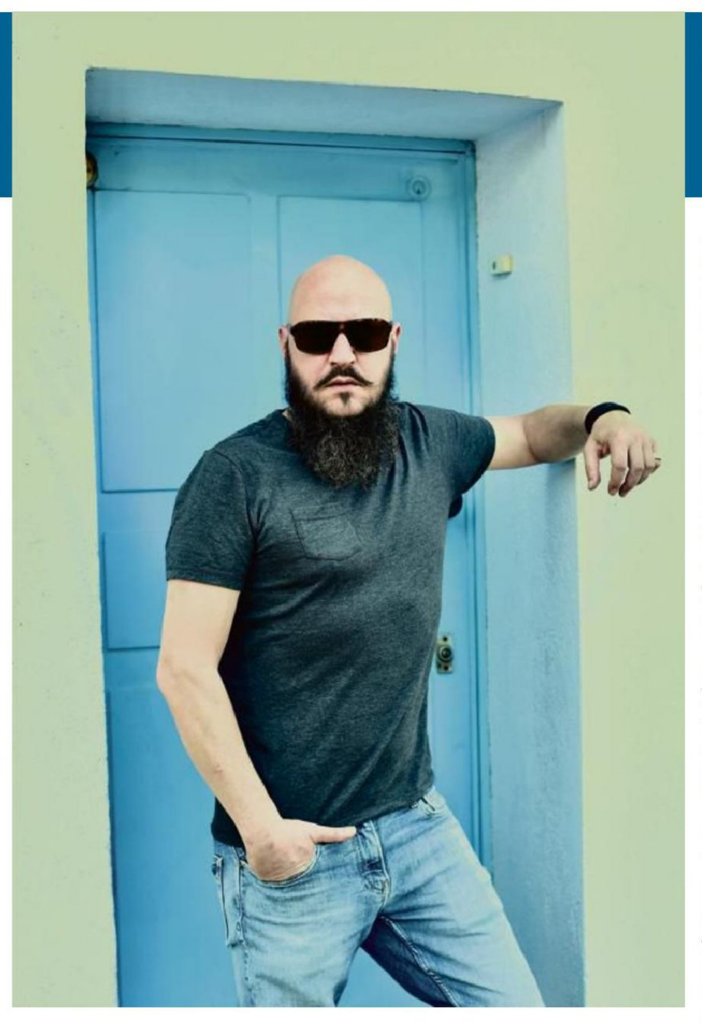
> **«Nos chansons sont de l'ordre du personnel, de l'intime. Mais sur scène, on a un micro et donc une responsabilité.»**
> **Paul Dussaux** membre des Psychotic Monks

Une voie qui a aussi ses travers : ceux de faire d'un engagement sincère un gimmick ou une source d'inspiration à pas cher pour des paroles-slogans, piège dans lequel beaucoup tombent ou sont tombés, de Rage Against the Machine à Idles, mais que les Psychotic Monks ont su jusqu'ici parfaitement éviter. *«Nos chansons sont plutôt de l'ordre du personnel, de l'intime. Mais sur scène, on a un micro et donc une responsabilité. On veut prendre en compte les dynamiques misogynes et sexistes des salles de concert et de l'industrie musicale dans son ensemble. Après, on n'est pas spécialistes. Mais on peut donner une place à des gens qui le sont. Dont c'est le job de défendre les droits des LGBT +, la transidentité, de discuter de la situation au Moyen-Orient… Pour nous, tout est politique. On ne peut pas être neutre ou ambigu. Mais ce qu'on veut, c'est discuter. On n'est pas là pour convaincre à tout prix, rallier le public à une cause. On tient à être intègres, aussi droits dans nos bottes que possible. Sans tomber dans la course à la pureté, qui est un autre problème, et en gardant à l'esprit que chaque lutte à ses incohérences, sa part de contradictions.»*

«TOI TU AIMES LA NOISE, TOI LA TECHNO…»

Les contradictions, soit précisément ce qui a permis aux Psychotic Monks d'atteindre leur stade de mutation actuel, en choisissant, après des années à essayer de faire de la musique en unissant les points communs de chaque membre, de la construire davantage autour de leurs différences. *«Ça aussi, c'est venu du live, de l'expérience – au lieu de chercher le consensus, pourquoi n'irait-on pas plutôt vers la collision ? Toi tu aimes la noise, toi le punk, toi la techno, toi la musique concrète… Au lieu de mettre tout ça de coté, essayons plutôt de le faire cohabiter.»* Une démarche qui trouve son point de raffinement terminal sur *Talking Through Repetition*, photographie parfaite de ce que sont les Psychotic Monks en 2024, groupe à la fois viscéral et accompli, emblématique et à contre-courant, confirmé mais en permanence dans le défi. *«On n'a pas envie de creuser un truc indéfiniment, ni de s'adresser uniquement aux gens qui ont les codes, les références. On aimerait parfois tendre vers quelque chose de plus pop, de plus accessible ou d'universel. En termes de mélodies, mais aussi de production. On ne veut en tout cas se fermer aucune porte. On a envie de se dire qu'à tout moment, absolument tout est possible.»*

PSYCHOTIC MONKS
TALKING THROUGH REPETITION (Vicious Circle)
Disponible vendredi.
En concert jeudi au festival Rock en Seine à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine)



A Paris, le 29 juillet.
PHOTO ÉRIC DAHAN

Raphaël Cendo, excès concluant

Avec «REC. Fondation Vol.1», objet résolument rock et électronique, le compositeur emblématique de la «musique saturée» poursuit sa critique du dogmatisme dans la musique contemporaine.

L'air est encore vif, fin juillet, quand Raphaël Cendo nous retrouve sur la butte Montmartre, théâtre il y a cent cinquante ans d'un soulèvement populaire et d'une utopie sociale ayant vu des ouvriers gérer leurs ateliers de production, l'école devenir laïque et obligatoire, et des hommes et des femmes prendre une part égale au débat public. Le lieu n'est pas anodin pour le compositeur presque quinquagénaire qui participa à *Génération chaos II*, une aventure théâtrale et politique menée par Marc'O, avant de se faire un nom durant son cursus à l'Ircam, l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique, en cofondant la «musique saturée». Un intitulé qui pouvait faire sourire ceux qui avaient déjà expérimenté la saturation acoustique aussi bien en termes de volume sonore que de modes de jeu extrêmes, avec le free jazz, le punk hardcore ou certaines œuvres de Xenakis et de Lachenmann.

Vortex de sons. Reste que dans l'antre du boulézisme, le mot comme la chose détonnaient. *«L'Ensemble Ictus m'avait passé une commande pour voix de basse sur des textes de l'Apocalypse de Jean, et Pierre Boulez m'avait demandé s'il pouvait assister à la générale. Il a écouté sans broncher ces quarante minutes de thrash metal puis s'est levé, est passé devant moi sans me saluer et a dit à quelqu'un : "Je n'ai rien compris"»*, raconte-t-il, hilare. Qu'aurait pensé le fondateur de l'Ircam et de l'Ensemble intercontemporain de *REC. Foundation Vol.1*, premier album composé, joué et produit par Raphaël Cendo, dont les œuvres jusque-là étaient gravées par des ensembles de musique contemporaine, exécutées par l'Orchestre symphonique de Montréal et celui de la radio de Munich, à l'Opéra de Lille, à la Biennale de Venise, au festival Musica de Strasbourg? Si l'on y retrouve les mêmes préoccupations esthétiques (sons complexes, dimension rituelle ou incantatoire…) que dans *In Vivo* ou *Faction*, les 20 vignettes qui constituent *REC. Foundation Vol.1* s'adressent à un tout autre public que celui de la musique contemporaine.

Lyrisme bowien du chaos *(Intermission)*; vortex de sons de synthèse *(Recycling)*; collage explosif de sons concrets *(My Crash)*; nappes de synthétiseur à la Tangerine Dream mais passées à la moulinette Aphex Twin *(Fuffi Baxter's Brief Return)*: l'objet est résolument rock et électronique. Cendo y donne de la voix, le temps d'un slow aphoristique à la Alan Vega (*This Song*), d'une honnêteté touchante, mais également pour déclamer que *«peu à peu, nous sommes devenus des entités interchangeables/Nous nous sommes classés en produits de pauvres et en produits de luxe/En chips Talleys ou en saucisses Knacki/Tout comme les couches de chez Pampers et le PQ de chez Lotus»*, dans *A Walk Through The Wall*, saillie de poésie post-situationniste et dystopique, inspirée par son long exil à Berlin. L'autre sommet de cette ode – sublime ou grotesque, chacun jugera – à un *«monde poubelle»* et à une *«planète désorientée»*, tapissée de sons de coups de poing et de verre brisé, mais aussi d'harmonies désespérément romantiques, se nomme *Sista's Act*, réquisitoire féministe pour le moins radical, écrit et vocalisé par sa sœur Armelle Cendo.

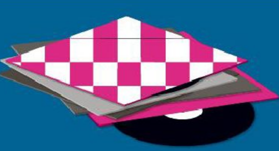
Bande-son de vies accidentées, parsemée d'éclats de rire qui n'ont rien de rassurant, *REC. Foundation Vol.1* n'est pas uniquement nihiliste, il propose de *«réconcilier nos récits et de les articuler pour inventer de nouvelles règles»*, comme Cendo l'a suggéré ces dernières années, avec son essai *Du sens et du non-sens d'être encore vivant*, publié chez Maison Ona, et une fameuse tribune, parue en mai 2022 dans *le Monde*. Il y fustigeait la reproduction stérile d'un paradigme théorique hérité du structuralisme, encouragé par des institutions musicales sclérosées, et invitait les jeunes compositeurs de demain à renouer avec toutes les musiques, passées et actuelles.

«Transpiration». S'il y a bien trente ans que se sont élevées des voix pour critiquer le caractère dogmatique d'une musique contemporaine calquée sur le modèle du progressisme scientifique, Raphaël Cendo a été le premier compositeur issu du sérail à critiquer ouvertement le «système» et à en payer le prix. *«Du jour au lendemain, toutes mes commandes actées ou en cours, de l'Ensemble intercontemporain au festival Présences de Radio-France, ont été annulées,* raconte-t-il. *C'est à cela que fait référence* My Crash *sur l'album. Mais le fait que je me sois retrouvé subitement sans ressources n'est pas très important. Depuis que je faisais l'école buissonnière, enfant à Saint-Laurent-du-Var, près de Nice, pour jouer du rock, faire du théâtre, participer à des expériences de cinéma d'avant-garde, les rapports de pouvoir m'ont toujours écœuré. C'est pour ça que je suis si solidaire aujourd'hui des combats féministes et LGBTQI+. Il y a vingt ans, j'ai réintroduit le corps politique dans les salles de concert bourgeoises. Mes pièces poussaient les musiciens à leurs limites. Je voulais que ça pue la transpiration, pas être célébré comme un maître. Aux jeunes compositeurs qui sont venus ensuite me parler de musique saturée, quand je donnais des conférences aux universités de Berkeley et de Columbia, j'ai dit que ça ne servait à rien de copier ce qui avait été fait, qu'ils devaient parler de ce qui se passe aujourd'hui, donner un sens à leur vie en apportant leur contribution humaine au collectif. Depuis la Bourgogne, où je vis désormais, cultive mon potager, croise des gens qui ont des vies difficiles, je vois bien que la musique contemporaine est morte, que son enseignement ne veut plus rien dire. Les concerts, qu'on les donne dans les dorures de la république ou dans une usine, ne changent plus la société. Si mes morceaux ne durent que deux minutes, c'est à la fois en référence à la concision webernienne et à TikTok. Mais rien ne m'empêche de développer mes compositions en donnant des concerts sur Twitch. On peut faire une donation, c'est la rue du Net, et c'est là que ça se passe ce moment.»*

ÉRIC DAHAN

RAPHAËL CENDO
REC. FOUNDATION VOL.1
(Maison Ona).

CULTURE/



La nappe du jour

De l'ambient pour buller Première sortie d'Ambie-Tón, sous-division consacrée à l'ambient de Tra Tra Trax, le meilleur label de dance music colombienne en activité, *Ruido y Flor* est un vrai voyage du glissement vers le néant jusqu'à l'atterrissage dans les nippes soyeuses de *«mamá amor»*, qui ne contourne aucun beau son ni aucune émotion forte. **Ezmeralda, *Ruido y Flor* (Ambie-Tón). OLIVIER LAMM**



WARNER BROS DISCOVERY

Stream parfait «Industry», la City de la peur

Fatiguée du statut de série confidentielle sous-cotée pitchée sur le mode «Succession *meets* Skins» –comprendre: des bébés traders de la City londonienne qui forniquent et se poignardent dans le dos avec la même (h)ardeur–, ***Industry*** revient pour une troisième saison avec l'intention d'en mettre plein la vue. Du coup, dès l'épisode 1, ça donne un gros plan pas si subliminal d'une bite turgescente (dans l'œil du coup), l'insulte *«journalistes à tote bag»* lâchée dans le premier quart d'heure, des enfants mignons qui jouent avec des pochons de coke, une overdose émouvante et un licenciement d'une brutalité à faire passer Elon Musk pour Laurent Berger. Bien sûr, ça parle encore «ebitda» sans chercher à se faire comprendre, mais derrière ses sales manières au diapason de son sujet, *Industry* reste la dernière grande satire du capitalisme sauvage. Avec, dans son viseur cette fois (c'est le grand arc de cette saison), les bullshiteurs de la «finance éthique» et autres fadaises en washing de tout genre.

GUILLAUME GENDRON



Sur Max.

Un livre dans l'herbe



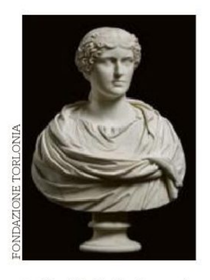
PIPPA GARNER AND NANCY REESE

Née à Evanston, dans la banlieue de Chicago, **Pippa Garner**, 82 ans, a servi au Vietnam avant sa transition de genre, a été exposée à l'agent orange et a commencé la photographie avec des appareils achetés à bas prix dans le magasin de l'armée. Performeuse, écrivaine, et inventrice, elle s'adonne également aux sculptures de bicyclettes et à la personnalisation d'automobiles –une série qu'elle réalise avec son amie Nancy Reese– ou à des textes parodiques ridiculisant le capitalisme. Prises au cours d'explorations à Los Angeles dans les années 70 et 80, ses photographies sont d'admirables vestiges de la société de consommation américaine –véhicules accidentés, meubles abandonnés– que les éditions belges Art Paper ont choisi de publier en trois minces et élégants volumes.

CLÉMENTINE MERCIER

***Outdoor Furniture*, *Bad Cars* et *Pippa Garner x Nancy Reese*
de Pippa Garner
Art Paper Editions, éditions limitées de 500 ex, 24,79 euros.**

Visite amicale



FONDAZIONE TORLONIA

La famille Torlonia, partie de pas grand-chose en Auvergne, s'enrichit considérablement à Rome dans le secteur de la banque et en particulier en décrochant l'administration des biens du Vatican à la fin du XVIII[e] siècle. Jouissant de moyens colossaux, les Torlonia achètent sur deux générations des collections de sculptures antiques, jusqu'à en posséder plus de 500 réparties dans leurs différentes résidences.
Ce faste viscontien, on peut désormais le découvrir au **musée du Louvre** dans l'écrin délirant des appartements d'été d'Anne d'Autriche (mère de Louis XIV) fraîchement restaurés. Etonnant relief figurant une échoppe de boucherie, statue du barbare Dace, statue en marbre noir et albâtre de Sénèque mourant, même sans être spécialiste (les cartels ne sont très clairs), c'est à ne pas manquer.

DIDIER PÉRON

**Chefs-d'œuvre de la collection Torlonia
Au musée du Louvre (75001) jusqu'au 11 novembre.**

Crisp scroll



DR

«Le lave-vaisselle ça fait consommer moins d'eau que la vaisselle à la main», s'extasie un homme à tête de François en chemise à carreaux. Plus loin, une femme insiste, le sourire trop rayonnant: *«On va payer chacun notre part. Sylvie, toi tu avais pris de l'eau pétillante ou pas?»*
C'est le génie du compte Instagram **@banalgens**: des affirmations génériques apposées sur des visages génériques, choisis en fonction des platitudes qu'ils débitent.

MARIE KLOCK

Dites-le avec une punchline

Ne dites pas:
«Je suis peu sensible à la musette»

Dites: «J'suis sur le corner/ J'prends numéro d'Colombiennes, Mexicaines, Haïtiennes/ J'te laisse Yvette Horner»

Booba, *Corner*



DANS L'OMBRE DES CÉLÈBRES (6/6)

Il connaît la chanson

Claude Lemesle Le parolier, aussi prolifique que méconnu, est l'auteur de nombreux titres de variété française.



LE PORTRAIT

Leur métier les a amenés à côtoyer et à épauler des célébrités, françaises ou internationales. *Libération* a souhaité mettre en lumière ces inconnus du grand public à qui la discrétion ne pèse pas.

Les trésors ont parfois de surprenants écrins. Celui-là est abrité dans le placard de la chambre d'un appartement parisien à la déco épurée. Là, sur une étagère surplombant une rangée de chaussettes, sont empilés 107 carnets d'écolier, noircis depuis plus de soixante ans, classés par ordre chronologique. *«Le 108e est en cours d'écriture»*, précise Claude Lemesle, heureux artisan de ce butin, clairement pas décidé à ranger ses stylos. N'ayez pas l'audace de conjuguer son activité au passé, ou d'évoquer une potentielle retraite, même à 78 ans, ou le prolifique parolier rétorquera d'un air malicieux: *«Pourquoi je m'arrêterais? Vous me trouvez trop vieux?»* On ne se permettrait pas, même s'il faut admettre qu'il nous parle d'un temps que même loin de nos 20 ans, on ne peut pas connaître. Illico, il ajoute qu'il travaille *«avec des jeunes»*, citant notamment deux anciens de *The Voice*: la chanteuse et violoncelliste Anne Sila, et Alphonse, gagnant de la dernière édition. Il transmet aussi bénévolement son savoir, lors d'ateliers d'écriture: *«Un devoir.»* Infatigable mordu, juste avant notre arrivée, il était en pleine répétition, pour un tour de chant prévu quelques jours plus tard en Ardèche. Pour une fois, c'est lui qui donnera de la voix. Il lui a fallu choisir une soixantaine de titres, parmi les quelque 4 000 qu'il a écrits ou coécrits, confiés aux voix de Serge Reggiani, Michel Fugain, Nana Mouskouri, Carlos, Mireille Mathieu ou encore Joe Dassin. Avec ce *«bavard timide»*, bon conteur à la mémoire d'éléphant doté d'un certain sens de l'autodérision, on s'est offert une balade au gré de ses ballades.

Paris, station Châtelet. L'anecdote en dit long sur le sort des paroliers, ces méconnus. Quelques jours plus tôt, dans le métro, tombant sur un musicien qui reprenait *Salut les amoureux*, titre écrit pour Joe Dassin en 1972, Claude Lemesle lui tend une pièce, avec ces mots: *«De la part de l'auteur.» «Le mec m'a regardé comme si j'étais un fou»*, s'amuse-t-il, pas vexé pour deux sous, constatant que *«les gens sont plus fascinés par la lumière, les chanteurs. Moi, je m'en fous d'être dans l'ombre, ça me va bien, même si je ne crierais pas au scandale si on nous rendait justice de temps en temps»*. Président d'honneur de la Sacem, il se dit engagé pour la défense du droit d'auteur, militant pour une meilleure rémunération par les plateformes. Locataire de son appartement, propriétaire d'un bien loué, il dit ne pas être riche, mais *«vivre convenablement»*.

La Varenne Saint-Hilaire. Né sur les bords de la Marne, issu d'une lignée d'hommes photographes, Claude Lemesle, aîné d'une fratrie de trois, développe très jeune un amour immodéré pour les lettres, dévorant Racine, Corneille ou Molière. Fasciné par Victor Hugo, qu'il peut citer de mémoire au détour d'une conversation. Il commence à écrire des poèmes dès l'âge de 8 ans, et sera le premier de sa famille à décrocher le bac (avec mention) et à entamer des études supérieures (hypokhâgne et khâgne à Henri-IV). Objectif: intégrer l'ENS. Sauf qu'entre-temps, lui qui apprenait le piano a une épiphanie musicale en voyant Brel sur scène à l'Olympia, en juillet 1961. *«Un ouragan chantant, qui me happe, m'électrise.»* Cela le conduit à écrire ses premières chansons et à se mettre à la guitare. Il participe au télécrochet *le Jeu de la chance*, avant de rejoindre *le Petit Conservatoire de la chanson*, sorte d'ancêtre de la *Star Ac*, où la chanteuse Mireille forme des aspirants auteurs-compositeurs et interprètes de variété. Claude Lemesle décroche un contrat avec une maison de disques, enchaîne concours et auditions, commence à se produire dans des cabarets et délaisse petit à petit l'ENS, dont il rate le concours, puis ses études d'histoire entamées à la Sorbonne, au grand désespoir de ses parents.

Au 218 du boulevard Raspail. A l'été 1966, il est un régulier de la scène ouverte du Centre américain des artistes, dans le quartier du Montparnasse. C'est là qu'il rencontre *«un gars aperçu discutant avec une jeune femme sur qui [il] avai[t] des vues»*. Ce gars, c'est Joe Dassin, qui convie tout ce petit monde à boire un verre chez lui, à deux pas de là, boulevard Raspail. *«A la bonne franquette, assis par terre jusqu'au petit matin, au cinquième sans ascenseur.»* Avec la demoiselle, la chanteuse Vava, Claude Lemesle vivra une histoire d'amour, dont la fin donnera lieu à *Salut les amoureux*. Et avec Joe Dassin, un véritable *«coup de foudre artistique»* doublé d'une belle amitié. Il dépeint un homme *«passionnant, très intelligent et cultivé, diplômé en anthropologie. Très exigeant, aussi»*.

Deauville. Les débuts de cette collaboration sont intellectuellement riches, mais pour le jeune auteur, ce sont encore des années de vache maigre. *«Je vivotais, en chambre de bonne, sans eau courante. Certains jours, je ne bouffais rien d'autre qu'un morceau de camembert.»* Au printemps 1975, Joe Dassin et son directeur artistique confient à Claude Lemesle et à Pierre Delanoë, paroliers attitrés du chanteur, le soin de mettre en mots une mélodie du compositeur italien Toto Cutugno. Les deux hommes s'y mettent le temps d'un week-end dans la maison de Delanoë, à Deauville, histoire de *«respirer un peu»*. Ils rentrent avec *l'Eté indien*, qui deviendra la deuxième chanson la plus vendue cette année-là, avec 800 000 opus. Le destin incontrôlable de ses titres l'étonne parfois. Sorti en 1977, *Dans les yeux d'Emilie* a connu une remontada spectaculaire ces dernières années, devenu hymne de l'ovalie et des férias. *«Inexplicable et inattendu»*, se réjouit-il. Il le fut moins lorsque *Je chante avec toi liberté*, écrite avec Delanoë pour Nana Mouskouri en 1981, fut entonnée par le Front national dans ses meetings dans les années 80. *«Bien sûr que ça me scandalise, mais je m'étais renseigné, et on ne peut rien faire. Evidemment, j'ai préféré qu'elle soit chantée en soutien à* Charlie Hebdo.*»* S'il revendique voter assidûment depuis qu'il en a le droit, il préfère garder secret son bulletin, qui relève de sa *«vie privée»*, pour lui. Pointant le fac-similé du «J'accuse» de Zola qui trône dans sa salle à manger, *«indice pour deviner où [il] se situe»*, il ajoute: *«A l'époque, je n'aurais pas été anti-dreyfusard.»*

La Corse. En 1995, il part une semaine en Corse, chez Michel Fugain, pour plancher sur *la Bête immonde*. Près de trente ans plus tard, il se désole que son texte, pensé pour *«pousser un cri»*, soit *«encore d'actualité»*. Cette résonance dérangeante, il en parlait récemment avec son fils, qui travaille pour l'ONU dans des camps de réfugiés en Afrique. *«Il me faisait remarquer qu'on parle beaucoup de l'Ukraine, mais il y a tellement d'autres conflits moins visibles.»* Deux fois marié et divorcé, également père d'une fille établie à Berlin, ce célibataire romantique prend un air songeur, quand vient sur sa bouche un extrait de cette partition amère: *«Là-bas, ici, partout / Au cœur de chacun de nous / Elle est l'enfant que la bêtise / A conçu avec l'ombre.»* ◆

Par **VIRGINIE BALLET**
Photo **CHRISTOPHE MAOUT**



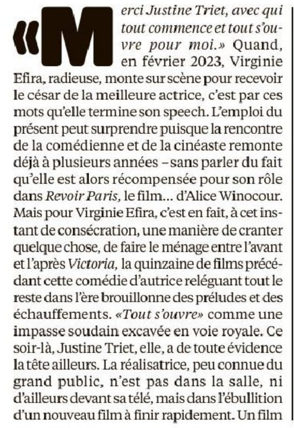
En 2023. PHOTOS AURORE MARECHAL. ABACA ET PHILIPPE QUAISSE. PASCO&CO. MONTAGE LIBÉRATION

Efira et Triet, hasta la «Victoria» siempre

Fusion L'une était connue et voulait changer d'image, l'autre était reconnue mais attendait le succès: l'association épatante entre l'actrice et la cinéaste sur le tournage du film sorti en 2016 sera une bascule dans leurs carrières. Elles racontent pour «Libération» cette réciprocité totale.



Par
DIDIER PÉRON



«Merci Justine Triet, avec qui tout commence et tout s'ouvre pour moi.» Quand, en février 2023, Virginie Efira, radieuse, monte sur scène pour recevoir le césar de la meilleure actrice, c'est par ces mots qu'elle termine son speech. L'emploi du présent peut surprendre puisque la rencontre de la comédienne et de la cinéaste remonte déjà à plusieurs années – sans parler du fait qu'elle est alors récompensée pour son rôle dans *Revoir Paris*, le film… d'Alice Winocour. Mais pour Virginie Efira, c'est en fait, à cet instant de consécration, une manière de cranter quelque chose, de faire le ménage entre l'avant et l'après *Victoria*, la quinzaine de films précédant cette comédie d'autrice reléguant tout le reste dans l'ère brouillonne des préludes et des échauffements. *«Tout s'ouvre»* comme une impasse soudain excavée en voie royale. Ce soir-là, Justine Triet, elle, a de toute évidence la tête ailleurs. La réalisatrice, peu connue du grand public, n'est pas dans la salle, ni d'ailleurs devant sa télé, mais dans l'ébullition d'un nouveau film à finir rapidement. Un film dont Efira aura, dès l'écriture du scénario, tenté en vain de percer les mystères; tout juste ne peut-elle ignorer… qu'elle n'est pas dedans. Trois mois plus tard, *Anatomie d'une chute* sera projeté à Cannes, décrochera la palme d'or et Triet, longue silhouette élégante, basculera de la demi-lumière aux pleins phares. Le film va surperformer en France (près de 2 millions d'entrées) puis à l'international: box-office, prix à la tonne et jusqu'à une course folle à Hollywood, s'achevant par un oscar du meilleur scénario.

Créativité fiévreuse

«Justine, quand tu la rencontres, tu veux t'accrocher à elle tout le temps, elle te rend très dépendante, raconte Virginie Efira, en mode détendu dans son bureau avec vue sur les toits de Paris en cette belle après-midi de juin. *C'est une façon de vivre, de réfléchir, dont il est difficile de se passer.»* De quoi rendre d'autant plus difficile cette période où, après deux films dont elle était la tête d'affiche (*Victoria* puis *Sibyl*), pour lesquels elle était devenue la partenaire privilégiée de cette créativité fiévreuse, l'actrice va voir la cinéaste intégralement disparaître pendant près d'un an, absorbée par *Anatomie*: *«J'ai regardé de l'extérieur tout ce qui lui arrivait comme si c'était mon enfant… ou ma mère!»*

Pourtant, avant *Victoria*, les deux femmes ne se connaissent pas, n'évoluent pas dans les mêmes milieux. Triet sort d'une école d'art, a signé en 2013 un premier long métrage, *la Bataille de Solférino*, avec Lætitia Dosch, salué par la critique et la profession (césar du meilleur premier film) mais qui a fait un flop injuste en salle, avec 30 000 spectateurs. La même année, Efira, starisée par sa présentation pétulante de plusieurs saisons de *Nouvelle Star* sur M6, donne la réplique à Pierre Niney dans une comédie romantique, *20 ans d'écart*, qui engrange 1,4 million d'entrées. La cinéaste est ressortie lessivée de son premier long, au point de tomber en dépression, et ne s'en sort qu'en se remettant à écrire, en relançant la machine à recomposer la vie dans le tumulte incandescent de la fiction, avec le désir de parler de choses dures sur un ton léger. L'actrice, elle, tourne sans arrêt mais craint secrètement de s'enfermer dans le personnage lisse de la fille marrante qui pète la forme, populaire certes, mais pas vraiment prise au sérieux. Deux propositions vont tomber coup sur coup, permettant à Efira d'opérer ce virage de carrière qui tardait à venir et qu'elle espérait. Elle accepte d'abord quasi les yeux fermés un petit rôle dans le film *Elle* de Paul Verhoeven, avec Isabelle Huppert. Et, en octobre 2014, on lui propose un rendez-vous avec Justine Triet – sans avoir lu le moindre scénario ni vu son premier film. Un rendez-vous dont Triet, de son côté, est alors convaincue qu'il n'aura pas lieu. *«Quand j'ai vu dans un journal qu'elle allait tourner avec Verhoeven, j'ai vraiment pensé que c'était foutu, que j'arrivais trop tard. Elle est arrivée dans ce café et j'étais très stressée, j'ai fumé des milliers de cigarettes et bu autant de verres de vin.»*



«Deux magouilleuses»

Rencontrer un nouvel acteur est toujours une épreuve, comme elle nous le raconte dans un café entre deux séances de travail (elle écrit déjà un nouveau projet, *«complètement différent d'*Anatomie*…»*): *«Ce qu'il y a de très embarrassant, c'est que je suis trop timide, c'est hyperpénible, je déteste la phase de séduction psychorigide, "je t'adore, tu me fascines". Je préfère flairer les gens, j'essaie de rentrer un peu dans leur ADN mais, elle, je ne comprenais pas – même si j'avais écrit en pensant à elle et que si elle avait dit non, j'étais mal.»* L'actrice est alors une énigme: *«Elle fait de la télé et elle*



Virginie Efira et Justine Triet en mai 2016.
PHOTO VINCENT FERRANÉ. MODDS

s'en moque. Elle veut faire du cinéma mais sans glorifier ça non plus. Mais qui est cette personne?» Efira, elle, parle d'un *«coup de foudre»*. Triet: *«Il y a un truc très proche de la passion avec les acteurs, ça peut prendre des proportions délirantes. Ça colonise mes rêves, j'ai besoin de les photographier, de les dessiner. Aujourd'hui, je peux dire que je connais le visage de Virginie par cœur. Quand tu passes 400 heures au montage, cette personne rentre dans ta vie avec la puissance décuplée de ce que tu as projeté sur elle…»*

Thomas Lévy-Lasne, artiste peintre, ami de la cinéaste et qui participera à l'écriture de *Victoria*, valide cette fascination réciproque mais donne aussi, en éclatant de rire, une version plus pragmatique de leur rencontre: *«Virginie et Justine, c'est quand même deux malfaiteurs qui manigancent un casse, des magouilleuses qui savent que chacune peut tirer profit de ce que l'autre peut lui apporter.»* La coach et directrice de casting Cynthia Arra, omniprésente sur les films de la réalisatrice, le dit en termes plus diplomatiques: *«Il y a eu une sorte de fusion entre elles deux, une circulation, une identification.»* Ce premier «date» un soir à la terrasse d'une brasserie chic près du Louvre leur reste gravé en mémoire comme la surprise d'une longueur d'onde qui s'accorde très vite. Triet lui donne une photo de Marilyn Monroe tenant dans les bras un chimpanzé, extraite d'un film de Hawks, Efira parle de *Shampoo* de Hal Ashby, avec Warren Beatty dans le rôle d'un coiffeur de seconde zone qui pense que son potentiel de séduction s'accorde mal à son statut social. Mystères des palimpsestes dont sont tissés les films.

Si Triet a complètement bloqué sur Efira, ce n'est pas en voyant ses films mais… en regardant l'émission de Frédéric Lopez, *Rendez-vous en terre inconnue*, où, bien qu'ayant horreur du froid, Efira est téléportée dans les steppes mongoles, partageant le quotidien d'une famille nomade d'éleveurs de rennes. Dans l'émission, elle parvient à rester digne tout en étant filmée au réveil sous un tipi après une nuit à -40°C, enroulée dans plusieurs épaisseurs de fourrures. Lors de la première semaine de tournage de *Victoria*, il s'agira d'ailleurs de trouver un climat de confiance suffisant pour que la star, choisie aussi pour son glamour, accepte d'être filmée en vrac, des cernes sous les yeux, vautrée sur un canapé avec des enfants mal débarbouillés lui hurlant dans chaque oreille. Dans une interview à la sortie de *Sibyl*, Justine Triet expliquera: *«Virginie fait toujours bonne figure mais elle donne le sentiment que si on gratte un peu, ça s'effondre de partout.»* Cette fragilité sera finalement au cœur des deux films qu'elles feront ensemble, sur un mode plutôt euphorique dans *Victoria* (même si c'est le portrait d'une avocate au bout de sa vie), nettement plus perturbé dans *Sibyl*: *«Une actrice qui se confronte à sa légitimité est passionnante à regarder*, explique Justine Triet. *J'ai découvert chez Virginie une extrême dépréciation d'elle-même – à cette époque du moins, c'est moins vrai désormais – doublée d'une immense curiosité. Elle doute mais elle fonce. C'est quelque chose qui m'a traversée aussi très longtemps. Je pense qu'on partage ce truc. Si demain on nous dit "va te faire foutre, connasse" ou "t'es nulle", on s'y attend, et on va tomber loin dans cette brèche. En contrepartie, cette faille originaire a une vertu, elle oblige à aller chercher des ressources tout le temps, à ne rien lâcher.»*

Magma de névroses

L'intensité de l'engagement que requiert et suscite la réalisatrice, connue pour bordéliser ses tournages mais aussi pour le grand nombre de prises qu'elle fait et refait jusqu'à saisir quelque chose d'ineffable, d'enragé, de plus gracieux que l'ordinaire, surprend la comédienne qui est habituée à des plateaux plus classiques ou cadrés: *«Le tournage de* Victoria *a été fondateur, totalement, ça a changé ma manière de travailler. Pour la première fois, je me suis sentie valable et, du coup, valable aussi en dehors du film.»* L'une et l'autre vont continuer de se voir, la relation amicale perdurant au-delà de la période de promo où elles sont souvent interviewées ensemble. En acceptant de s'afficher en *alter ego* de celle qui est alors une réalisatrice inconnue, Efira offre à Triet une surface médiatique incomparable, première marche vers un niveau de notoriété qui lui permettra, quelques années plus tard, de taper dans le dos de Spielberg. Sorti en 2016, *Victoria* marche bien en salles (600 000 entrées) et sera multinominé aux césars.

Au moment d'aborder le deuxième tournage, le climat est plus tendu, il ne s'agit plus de rire mais de fouiller dans un magma de névroses et de traumatismes à travers un personnage de psychanalyste cherchant à écrire un nouveau roman. Un jour, après une série de prises, l'actrice est si bouleversée qu'elle n'arrête plus de pleurer. Certains soirs, nous raconte-t-elle, elle est dans un tel état d'exaltation et de *«dévouement presque comique à Justine»* que son compagnon, Niels Schneider, lui aussi au casting, la trouve dangereusement perchée. D'ailleurs bientôt, l'orage éclate. Triet: *«On s'est vraiment embrouillées. Le soir elle m'adore, le lendemain elle me pourrit en me parlant tout le temps de Paul Verhoeven, comment lui s'y serait pris pour cette scène, je n'en pouvais plus* (rires). *Oui, je sais, Paul est un génie mais, là, c'est mon film. Dans la foulée, je lui ai envoyé un texto horrible: "Mais pour qui tu te prends?" en lui balançant 40 trucs dégueulasses à la suite.»* Efira: *«Je me souviens juste que je lui ai crié, en larmes: "Justine, pardon de te le dire mais… je suis VIVANTE!"»*

En discutant avec l'une et l'autre à quelques jours d'intervalle, on voit bien ce qu'elles peuvent partager, un mélange d'extrême sophistication et de franchise déroutante, qui les conduit assez rapidement l'une et l'autre à se décrire dans des situations où elles font rire à leurs dépens. Triet tombant dans une mare dès le premier jour de tournage de *Victoria*: *«Je voyais les regards qui disaient "Ça va pas être simple, on tourne avec une teubée!"»* Efira stressée lors d'un dîner préparatoire où elle doit rencontrer pour la première fois son partenaire Vincent Lacoste, la veille d'une scène importante sur le Verhoeven: *«J'avais tellement bu la veille que le lendemain, je faisais la bise à tous les techniciens et j'ai failli parler en flamand à Isabelle Huppert.»*

«Tu es la personne la plus dans l'excès et la maîtrise de l'existence que je connaisse», lançait la cinéaste à son actrice lors d'un portrait croisé dans *Libé* pour *Sibyl*, présenté en compétition officielle à Cannes 2019. Dans les dernières scènes du film, on entend Efira dire en voix off d'une voix blanche: *«Ma vie est une fiction, je peux la réécrire comme je veux, je peux tout faire, tout changer…»* Elles se sont promis de refaire un film ensemble en fin de carrière: *«Y a mon plan obsèques et avant y a Justine Triet.»*

DEMAIN *LA COLLISION DES SOUS-MARINS*

Tirons un trait sur le velours balsamique

Au goût du jour d'avant (3/6) Toute la semaine, on revisite les mets devenus ringards. Aujourd'hui, la ligne de sauce vinaigrée, signature de la bistronomie il y a quelque temps, devenue symptôme des restaurants dépassés.

On l'a rencontré pour la première fois dans l'assiette d'un restaurant à la mode, près de la Grand'Place de Lille. *«On va en ville»*, disait-on pour toute virée dans le centre, et ce soir-là, il y avait la fin des exams à fêter, alors ça méritait bien qu'on aille «dîner en ville»… Et le voilà donc qui arrive, raturant avec élégance notre pavé de saumon et ses éternelles pommes grenaille. Ah, le splash de «velours balsamique»! Epais et violacé, il était la preuve qu'on se trouvait attablé dans une maison moderne et de bon goût. Il symbolisait une ultime fantaisie du cuisinier, le dernier sursaut de créativité avant l'envoi. Parfois même laissait-il deviner un geste tremblotant, imparfait mais ô combien rassurant car il était la preuve qu'à l'heure des produits industriels, surgelés et duplicables à l'infini, subsistait encore, quelque part derrière le passe-plat, un acte cuisinier manuel.

«Vieux jeu». C'était il y a vingt ans et on n'avait pas encore tout à fait 20 ans. Durant la décennie qui suivra, on le croisera régulièrement, ce trait de velours balsamique. Plus qu'un simple condiment ajoutant une note vinaigrée et sucrée à un plat, il devint rapidement la signature de la bistronomie. A l'époque, la bistronomie – néologisme combinant les mots «bistro» et «gastronomie» – incarnait la promesse d'une démocratisation des techniques de la haute cuisine. Très en vogue, ce style culinaire combinait en effet un répertoire de plats typiques des bistrots et un savoir-faire gastronomique. Ici, le paleron de bœuf sera confit puis servi avec un jus de cuisson ultra-réduit et corsé. Là, le veau mi-cuit, à peine snacké, sera accompagné de pickles de cerises et feuilles d'oxalis. Depuis deux décennies, les classiques de la cuisine bistrotière se voient rehaussés par des cuissons lentes, des caramélisations au chalumeau, des condiments inventifs.

Avant d'apparaître sous la plume du critique culinaire Sébastien Demorand et de devenir une catégorie du guide *le Fooding*, la bistronomie serait née dans les années 90 par l'entremise d'Yves Camdeborde, qui jugeait dommage que la gastronomie ne se déguste que dans des ambiances guindées. A l'époque, le natif de Pau ouvre à Paris La Régalade, à deux pas de la Porte d'Orléans (XIVe arrondissement). Un bistrot de quartier dans lequel le chef, âgé alors de 27 ans, propose une cuisine basée sur des produits frais de grande qualité et des techniques sophistiquées, mais dans une atmosphère plus décontractée que celle des grandes tables. Ce mélange des genres est alors tout à fait singulier. Aujourd'hui, manger un plat bien exécuté dans un resto aux allures de troquet convivial est commun. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est le splash de velours de vinaigre balsamique façon Jackson Pollock. *«Tant mieux»*, tranche Yves Camdeborde, pour qui cette décoration est *«franchement ridicule»* et *«n'apporte pas grand-chose en goût puisque le velours balsamique, c'est presque que du sucre»*. *«On ne va pas au restaurant pour manger les rideaux!»* s'agace celui qui raconte que, dans les années 2000, les fournisseurs s'étaient mis à lui proposer des pipettes de velours balsamique. Aujourd'hui, dans les grandes villes, le fameux trait a l'effet d'un repoussoir. *«Cette manière de décorer l'assiette fait restaurant vieux jeu qui se veut moderne. Souvent, le plat va coûter 25 euros alors qu'il ne laissera pas un souvenir impérissable. C'est le genre d'établissement que je fuis. Je préfère manger une pizza dans un resto italien faiblement noté sur TripAdvisor ou commander un steak à cheval dans un PMU»*, confie un trentenaire gastronome.



Epais et violacé, le velours balsamique était preuve de modernité. PHOTO T. EL SOMBATI. GETTY IMAGES

Malentendu. L'esthétique surannée du velours balsamique connote en effet les nappes blanches tirées à quatre épingles et les devantures sur lesquelles on a affiché fièrement les mots «bistronomie», quand ce n'est pas carrément le restaurant de ville de taille moyenne qui s'est autoproclamé «Le Bistronomique». Ce qui nous amène à la question philosophique suivante: avoir besoin de s'autoproclamer quelque chose, n'est-ce pas un peu admettre qu'on ne l'est pas tout à fait? D'autres exemples nous viennent en tête: au Vietnam, un grand car touristique floqué de la mention *«VIP»* en autocollants pailletés ou encore, à Berck (Pas-de-Calais), une boutique de prêt-à-porter un peu ringarde, qui s'appelle HIPSTER.

Mais gardons-nous de trop rapidement jeter le velours balsamique aux oubliettes (ou au fond des paniers de produits régionaux vendus sur les aires d'autoroutes): comme le look années 90 ou le cosmopolitan, il pourrait revenir sous les projecteurs. Sur un malentendu ou une ironie des cycles de la mode.

EMILIE LAYSTARY

DEMAIN ***LES CUPCAKES***

SKOLIOSEXUEL, CE SEXE SANS CIS

Les mots pour le queer (3/6) «Libé» aide à y voir plus clair dans le nouveau vocabulaire des genres et de la sexualité. Aujourd'hui, l'attirance envers les personnes non cisgenres.

Le destin étant joueur, notre dos s'est bloqué le matin même de la rédaction de ce papier. Certes, *skolio*, en grec, signifie «tordu». Mais skoliosexuel n'a rien à voir avec votre kiné. Le terme désigne une orientation sexuelle. La définition varie selon les sources: pour certains, il désigne l'attirance sexuelle exclusivement vers des non-binaires; pour d'autres, l'attirance comprend aussi les personnes trans, englobant ainsi toutes les identités non cisgenres (quand le genre assigné à la naissance et celui auto-identifié est le même).

Mais qui donc l'utilise? Le terme est visible sur le Net depuis le début des années 2010, rapportait le média LGBTQ+ américain *Gayety* en 2022. *«A chaque fois que j'ai vu ce terme, c'était chez des cisgenres»*, note un post sur Twitter. *«Si c'est une personne trans qui est skoliosexuel je trouve ça OK, mais sinon je trouve que c'est bien fétichiste»*, estime un autre. Alors, skoliosexuel = fétichiste? Il est vrai que les transgenres font l'objet d'une hyper-érotisation. Est-ce une bonne chose? Pas vraiment. Derrière le fétichisme, se cache souvent un rejet. *«Dans le porno, au ciné, dans les séries… leurs corps sont à la fois des corps de fascination et de répulsion sexuelle»*, confirme Arnaud Alessandrin, sociologue du genre, codirecteur des *Cahiers de la LCD (Lutte contre les discriminations)*.

Un exemple parmi d'autres: dans la série médicale américaine *Nip/Tuck*, en 2003, un chirurgien va coucher à deux reprises avec des femmes trans par défi, avant de les frapper, de crainte d'être homosexuel. *«Cet imaginaire a des conséquences sur les pratiques. Des personnes trans relatent que leur vie sexuelle, intime, conjugale, oscille souvent entre les deux pôles. Sur les sites de rencontre, soit elles sont exclues, soit des hashtags leur sont dédiés, comme #trav, #sissy. On voit la même fétichisation chez les personnes racisées et grosses»*, souligne Arnaud Alessandrin. En farfouillant sur les réseaux, un autre terme paraît privilégié: «t4t» pour *trans for trans*. Entre soi, point de problème de fétichisme.

MIREN GARAICOECHEA

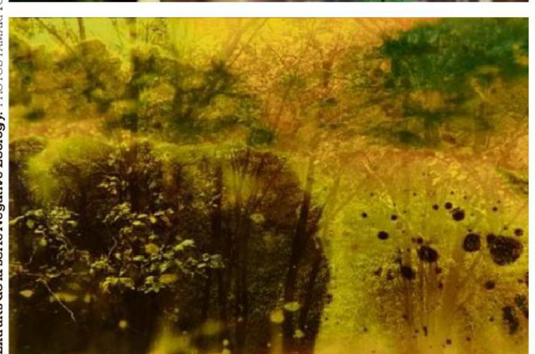
DEMAIN ***DEMI-ROMANTIQUE*** et ***DEMI-SEXUEL***

PHOTO / ÉTÉ

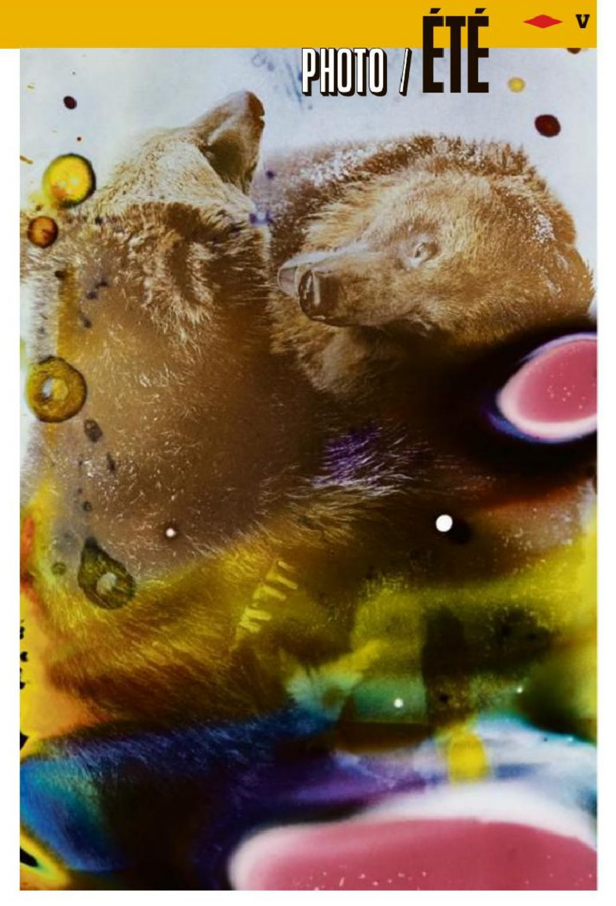








Extraits de la série *Negative Ecology.* PHOTOS TAMAKI YOSHIDA



Faune et ors du Japon

Hors saisons (2/5) Il n'y a pas que le «hors champ» ou le «hors cadre»... Cet été, le service photo de «Libé» invite à découvrir d'autres espaces en marge. Aujourd'hui, les paysages écorchés de la Japonaise Tamaki Yoshida.

TAMAKI YOSHIDA
Né à Kobe en 1975
Vit et travaille à Kobe
Instagram : @tamakiyoshida

Présentée par Kyotographie à Arles cet été, l'exposition de la série *Negative Ecology*, par la Japonaise Tamaki Yoshida, nous entraîne dans les contrées montagneuses de son enfance, la région d'Hokkaido, celle de sa mère, là où le règne végétal et animal se réinvente face aux impacts environnementaux liés à nos modes de vie consuméristes. Yoshida arpente ces territoires fragilisés mais luxuriants, observe les ressources de vie végétale, part avec les chasseurs locaux pour mieux comprendre les stratégies de survie des renards, des cerfs, des corbeaux et des ours bruns.

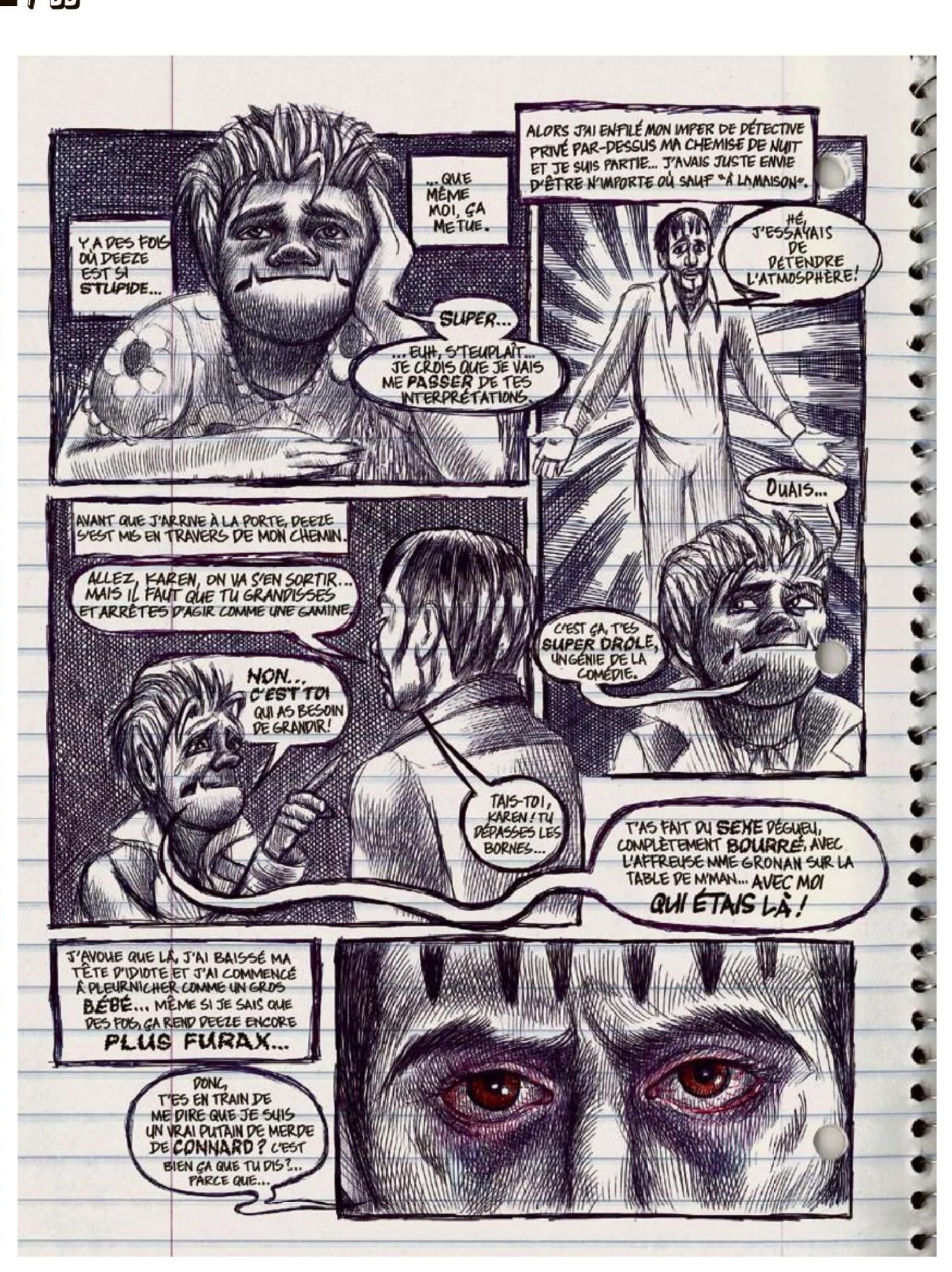
C'est ainsi qu'elle accumule une somme de connaissances et de photographies animalières classiques. Un prétexte pour se rapprocher de cette nature qu'elle affectionne tant, pour parler du rapport de la société japonaise aux «nuisibles», ces *pests* adulés dans les villes mais détestés dans les campagnes car sources de ravages dans les jardins. C'est en 2020, après une erreur lors du développement d'une de ses pellicules, que Yoshida voit apparaître dans l'obscurité du laboratoire un cerf totalement altéré par la chimie. Véritable déclic, la photographe s'approprie l'incident, crée des torsions chimiques imprévisibles avec toutes sortes de détergents et propose des grands formats, panoramas métamorphosés qui interrogent la coexistence de l'homme et son environnement.

ISABELLE GRATTARD

Notre diaporama sur *Libé.fr*.

Moi, ce que j'aime, c'est les monstres Tome 2

Par Emil Ferris éditions Monsieur Toussaint Louverture



…T'AS CARRÉMENT RAISON. PARDON, KARE… CHHHUUT.

LE TRUC, C'EST QUE -SNIF- J'SAIS PAS VRAIMENT COMMENT… COMMENT ÊTRE C'QUE J'SUIS… ALORS QUAND TU TE FICHES DE MOI…

JE COMPRENDS. JE VAIS GAGNER LE ZARNOFF DU MEILLEUR FRANGIN. TOUT VA S'ARRANGER, JE TE LE PROMETS

MERCI, DEEZE. TOUT CRAINT EN CE MOMENT, TU SAIS…

DEEZE M'A DOUCEMENT RETIRÉ MON IMPER.

BON, HEU… MAINTENANT… TU VEUX BIEN ME SUIVRE…

… DANS MON BUREAU?

-SNIF-

ON S'EST ASSIS SUR SON LIT ET IL A PRIS UN LIVRE SUR SON ÉTAGÈRE…

DEEZE, J'PEUX TE DEMANDER QUELQUE CHOSE?

VAS-Y!

T'AS DÉJÀ ÉTÉ ATTIRÉ PAR QUELQU'UN D'AUTRE QU'UNE FEMME?

JAMAIS! TU ME PRENDS POUR PERCEVAL LE ROI DES PÉDALES?!

TU DOIS LE SAVOIR QUE J'AIME LES FEMMES! JE SUIS UN MACHO, MOI!

DÉSOLÉE.

NON… KARE, C'EST MOI QUI SUIS DÉSOLÉ.

J'VAIS TE DIRE QUELQUE CHOSE, MAIS SI JAMAIS J'T'ENTENDS LE RÉPÉTER, JE LE NIE, PUIS J'TE TUE, PUIS J'ME TUE. MARCHÉ CONCLU?

C'EST BON. VAS-Y.

TU CONNAIS MISS MARLA? BEN, EN FAIT, C'EST PAS SEULEMENT UNE FEMME…

BEN OUAIS,… ET ELLE M'A EMBRASSÉ, TOUT ÇA… MAIS PAS MOI, HEIN! PARCE QUE J'AIME LES FEMMES. MAIS DANS LE "MANOIR" DE MARLA, Y'A UN BAR BIEN GARNI AU SOUS-SOL… SI TU VOIS C'QUE J'VEUX DIRE…

AH OUAIS?

PAS DU TOUT… MAIS EST-CE QUE T'AS AIMÉ CE BAISER?



Moi, ce que j'aime, c'est les monstres, tome 2, est la conclusion du journal graphique fictif d'une jeune fille de 10 ans, Karen Reyes, qui tente d'élucider le meurtre de sa bien-aimée et énigmatique voisine du dessus, Anka Silverberg, une survivante de l'Holocauste. Dans ce deuxième livre, les sombres mystères du passé et du présent continuent d'abonder au cours de l'été 1968, tumultueux et violent, à Chicago.

EMIL FERRIS
MOI CE QUE J'AIME C'EST LES MONSTRES **tome 2, Monsieur Toussaint Louverture, à paraître en novembre.**

LE PUZZLE DE COCO



L'Assemblage estival
Retrouvez dans chaque parution du 13 juillet au 25 août 2024 une pièce du puzzle. A gagner : un dessin original et dédicacé de Coco (10 gagnants tirés au sort). A renvoyer à : Libération–Puzzle 2024 – 113 avenue de Choisy – 75013 Paris.

Règlement complet sur Libération.fr ou en flashant ce QR code.



LE QUIZ DU JOUR

Nul n'est censé ignorer la loi…

Par **KIM HULLOT-GUIOT**

1 C'est enfin les vacances ! Sur le quai de la gare, vous vous apprêtez à embrasser votre cher·e et tendre pour lui dire au revoir. Mais gare ! Se rouler une pelle sur le quai est-il interdit ?
A Oui, pour éviter les retards à l'embarquement.
B Oui, et c'est très étrange au pays du *french kiss*.
C Non, c'est devenu légal en 1979.
D Non, c'est une légende urbaine.

2 Qui a dit : «*Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires*» ?
A Napoléon Bonaparte.
B Charles de Montesquieu.
C Rachida Dati.
D Madame de Maintenon.

3 Quand a été abolie, en France, l'interdiction faite aux femmes de porter des pantalons (sauf à cheval) ?
A En 1867.
B En 1911.
C En 1981.
D En 2013.

4 Certaines villes balnéaires, comme Bandol en France ou Split en Croatie, interdisent de se promener torse nu ou en maillot de bain en ville. Que risque-t-on ?
A L'interdiction de revenir dans la ville pendant deux ans.
B L'obligation de porter une chemise hawaïenne jusqu'à la fin de son séjour.
C Une amende.
D Un simple rappel à l'ordre par la police municipale.

5 Dans quel Etat américain est-il illégal de transporter un cornet de glace dans sa poche arrière ?
A En Alabama.
B En Californie.
C Dans le Winsconsin.
D En Caroline du Nord.

6 Et où est-il interdit de faire du vélo dans une piscine ?
A En Alabama.
B En Californie.
C Dans le Winsconsin.
D En Caroline du Nord.

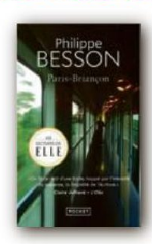
7 En Ecosse, il est bel et bien illégal de…
A Chanter dans un train sans autorisation de la compagnie ferroviaire.
B Traverser les routes hors des passages cloutés après 22 heures.
C Arborer une moustache le jour de Noël.

8 En janvier, un groupe de sénateurs a-t-il voulu interdire le mot «quoicoubeh» ?
A C'est vrai, mais il leur a manqué quatre voix pour faire adopter leur texte.
B C'est vrai, mais l'Assemblée nationale a rejeté la proposition.
C C'est faux, mais ça n'aurait pas été une si mauvaise idée.

9 A Severance, dans le Colorado, un enfant de 9 ans a obtenu du conseil municipal qu'il lève l'interdiction de…
A Manger des sucettes par plus de 32 degrés.
B Faire des batailles de boule de neige.
C Grimper aux arbres.
D Jouer au baseball après 22 heures.

Réponses : 1-D ; 2-B ; 3-D ; 4-C ; 5-A ; 6-B ; 7-A ; 8-C ; 9-B.

UN POCHE POUR LA PLAGE



Aujourd'hui, un huis clos sur rails filant vers les Hautes-Alpes, dans lequel se nouent et se dénouent les destins d'inconnus.

A l'heure du retour en grâce des trains de nuit, un voyage s'impose : celui du Paris-Briançon qui emporte un soir d'avril des voyageurs vers le Sud. Si vous avez toujours rêvé de demander à chaque personne qui voyage avec vous ce qui l'a amenée là, Philippe Besson exauce votre souhait.

Les événements qui ont réuni les personnages dans ces compartiments sont singuliers ou banals, habituels ou résultant d'un concours de circonstances. Une fois brossé le portrait de Victor, Alexis, Julia, Jean-Louis ou Catherine, le voyage commence, avec ses rencontres, ses moments de joie, d'introspection, les confidences que le bercement du wagon sur les rails fait éclore si facilement entre ces compagnons de fortune qui n'ont pas grand-chose d'autre en commun que l'objectif d'arriver au matin dans les Hautes-Alpes. «*L'homme du train est un inconnu. Il est beaucoup plus facile de se confesser devant une personne qui ne sait rien de vous, qui ne vous jugera pas, c'est comme parler au vent, ou parler à la mer du haut d'une falaise*», pense Julia. «*Victor cherche-t-il à percer un mystère ? A savoir si les homos s'aiment comme les hétéros ? Se renseigne-t-il sur le couple, son usure, sur son épilogue, lui qui semble freiner des quatre fers dans le sien ? Tente-t-il un rapprochement avec cet étranger qui l'intrigue ? Ou tout simplement n'a-t-il pas sommeil ?*» se demande Alexis.

Nous, lecteurs, savons depuis le début qu'ils n'arriveront pas tous vivants. Mais, entretemps, ils auront tissé un bout d'humanité.

LAURENCE DEFRANOUX

PHILIPPE BESSON
PARIS-BRIANÇON
199 pp., Pocket, 8 €

LE CHIFFRE À LA CON



MICHEL BECQUEMBOIS, ALICE CLAIR, JULIEN GUILLOT, LÉO PICO ET VALENTIN STOQUER